



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 avril 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 28 avril 2022, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud

Les membres du Groupe d'experts, dont le mandat a été prorogé conformément à la résolution 2577 (2021) du Conseil de sécurité, ont l'honneur de transmettre ci-joint leur rapport final, soumis en application du paragraphe 17 de la résolution.

Le rapport a été communiqué le 1^{er} avril 2022 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud, qui l'a examiné le 22 avril 2022.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport final à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe
d'experts sur le Soudan du Sud
(*Signé*) Michael **Gibb**

(*Signé*) Mayank **Bubna**
Expert

(*Signé*) Ivonne **Gallegos**
Experte

(*Signé*) Thato **Ramoeletsi**
Expert

(*Signé*) Valerie **Yankey-Wayne**
Experte



Rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud présenté en application de la résolution [2577 \(2021\)](#)

Résumé

Au lieu de briser le cycle violent de marchandages au sein de la classe politique, l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud de 2018 (« l'accord de paix ») en est devenu partie. Pratiquement chaque composante de l'accord de paix est à présent tributaire des calculs politiques des dirigeants militaires ou des responsables chargés de la sécurité qui recourent à la violence, au détournement des ressources publiques et au clientélisme à leurs propres fins. La majeure partie de l'accord de paix est donc paralysé par les différends politiques opposant ses principaux signataires.

Au niveau national, l'absence d'options attrayantes et les avantages d'un attachement manifeste à la paix ont préservé l'accord de paix et créé des possibilités de progrès réguliers. L'Assemblée législative nationale provisoire a été reconstituée en septembre 2021 ; le Comité de contrôle de la gestion des finances publiques a instauré une certaine transparence dans des finances publiques opaques et la formation de quelques-unes des forces a été achevée, en prévision d'une armée nationale unifiée.

En parallèle, de puissants dirigeants ont cherché à saper l'unité de groupes d'opposition clés, en réussissant à convaincre des commandants haut placés de tourner casaque. Dans ce renversement d'alliances, le cessez-le-feu précaire a failli se rompre à maintes reprises, tandis que les transfuges et les loyalistes se disputaient notamment l'accès aux bases, aux armes et aux biens lucratifs tels que les points de passage et les ports fluviaux. Les commandants régionaux ont, à leur tour, procédé à de nouveaux recrutements pour grossir leurs rangs et préserver leur stature, en violation des dispositions de l'accord de paix.

Les calculs politiques à somme nulle qui sont au cœur du processus politique national ont également alimenté les rivalités et les animosités infranationales, suscitant une violence meurtrière qui a entraîné le déplacement de dizaines de milliers de civils ainsi que de graves violations des droits humains, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre, qui est devenue la marque tragique du conflit au Soudan du Sud.

Malgré la relative avancée procédurale amorcée sur le plan de l'application de l'accord de paix, la situation de millions de civils sur le terrain ne fait que se dégrader. La violence infranationale et les déplacements qu'elle entraîne se sont conjugués aux inondations pour créer des niveaux sans précédent d'insécurité alimentaire dans la majeure partie du pays. Des millions de personnes restent déplacées et quelque 70 % de la population ont besoin d'une aide humanitaire.

La crise économique engendrée tant par la pandémie mondiale que par la mauvaise gestion nationale a suscité des difficultés supplémentaires relatives à l'inflation et à l'incapacité de verser les salaires des agents de l'État, dont dépendent bon nombre, malgré la flambée des cours du pétrole. Au lieu de régler ces problèmes, les dirigeants ont cherché à affecter les ressources publiques à des achats militaires coûteux, notamment à l'importation de véhicules blindés de transport de troupes, en violation de l'embargo sur les armes imposé sur l'ensemble du territoire sud-soudanais par la résolution [2428 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, récemment renouvelé par la résolution [2577 \(2021\)](#) du Conseil.

D'autres tensions et disputes régionales continuent d'entraver la participation au processus de paix au Soudan du Sud, bien que le Soudan et l'Ouganda aient cherché à briser l'impasse concernant des points précis. Les négociations avec les groupes n'ayant pas encore signé l'accord de paix en sont restées au point mort, ce qui a entraîné une intensification des affrontements militaires entre le Gouvernement et le Front de salut national, en particulier en Équatoria-Central.

Il importe de toute urgence de s'attacher davantage à préserver les perspectives d'un accord de paix qui garantisse la paix et la stabilité aux niveaux national et infranational.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Généralités	5
A. Mandat et déplacements	5
B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes	5
C. Méthode	6
II. Un processus de paix tributaire des intérêts de la classe politique	6
A. Les désertions continuent de fragmenter les groupes d'opposition	7
B. Question litigieuse de l'unification des forces	8
C. Recrutement forcé visant à grossir les rangs	9
III. Escalade de la violence	11
A. Violations du cessez-le-feu parmi les signataires de l'accord	11
B. Intensification des heurts entre les factions non signataires	12
C. Intensification des violences infranationales en Équatoria-Occidental	12
D. Violations des droits humains, liées à la répression de la violence infranationale dans le Ouarrap	14
IV. Collaboration au niveau régional	14
V. Violations de l'embargo sur les armes	15
A. Achat de véhicules blindés de transport de troupes	15
B. Formation du Service national de sécurité	16
VI. Tendance à la baisse des indicateurs humanitaires	17
VII. Finances publiques détournées au profit de la classe politique	17
A. Recettes pétrolières et non pétrolières gérées de manière anarchique et sujettes à des détournements	18
B. La dette garantie par le pétrole, menace à la stabilité économique	19
C. Prolifération des mécanismes de détournement	20
D. L'or comme source de fonds extrabudgétaires	21
VIII. Conclusions	22
IX. Recommandations	22
X. Annexes	24

I. Généralités

A. Mandat et déplacements

1. Par sa résolution [2206 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a imposé un régime de sanctions visant des personnes et des entités qui participent au conflit au Soudan du Sud et créé un comité des sanctions (Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud). Le 1^{er} juillet 2015, le Comité a désigné six personnes devant faire l'objet de sanctions ciblées. En adoptant sa résolution [2428 \(2018\)](#), le Conseil a imposé un embargo sur les armes sur le territoire sud-soudanais et ajouté deux personnes à la liste des personnes désignées. Le 28 mai 2021, il a adopté la résolution [2577 \(2021\)](#), dans laquelle il a renouvelé le régime de sanctions jusqu'au 31 mai 2022.
2. Par sa résolution [2577 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a également prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 2022 le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud chargé de fournir au Comité des informations et des analyses qui l'aideraient dans ses travaux, notamment pour ce qui est de désigner des personnes ou entités qui se livreraient aux activités décrites au paragraphe 11 de sa résolution.
3. Le 20 janvier 2022, après avoir consulté le Comité, le Secrétaire général a nommé les cinq membres du Groupe d'experts (voir [S/2022/42](#)).
4. En raison des nominations tardives, le Groupe d'experts n'a pas pu se déplacer avant d'établir le présent rapport en mars 2022 mais compte le faire plus tard au cours de son mandat.

B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes

5. Bien qu'il mène ses travaux indépendamment des organismes et institutions des Nations Unies, le Groupe d'experts tient à remercier la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ainsi que d'autres membres du personnel des Nations Unies, en particulier à New York.
6. Le Groupe d'experts a fait des demandes de visa pour se rendre au Soudan du Sud et a cherché à se réunir virtuellement avec des personnalités de plusieurs institutions et ministères du Gouvernement sud-soudanais. Des visas ont bien été accordés à tous les experts, qui les ont néanmoins obtenus trop tard pour se rendre au Soudan du Sud avant l'établissement du présent rapport final. Le Groupe d'experts a reçu une seule réponse concernant les demandes relatives à la tenue de réunions à distance avec des membres du Gouvernement. Il n'a donc pu s'entretenir virtuellement qu'avec des membres de la Mission permanente du Soudan du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies et correspondre avec des responsables du Ministère de la défense et des anciens combattants.
7. Au paragraphe 16 de sa résolution [2577 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a souligné qu'il importait que le Groupe d'experts tienne des consultations avec les États Membres concernés, les organisations internationales, régionales et sous-régionales, ainsi que la MINUSS.
8. Le Groupe d'experts est parvenu à consulter de manière approfondie les organes et organismes des Nations Unies au Soudan du Sud et ailleurs. Il a également consulté la majeure partie des mécanismes de sécurité créés par l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud (« l'accord de paix »).

9. Le Groupe d'experts a adressé de multiples demandes aux États Membres de la région concernant la tenue de réunions à distance, mais n'a reçu qu'une seule réponse et n'a pu s'entretenir, virtuellement, qu'avec des représentants des missions permanentes des États de la région auprès de l'Organisation des Nations Unies.

10. Le Groupe d'experts a adressé 28 lettres officielles au Gouvernement sud-soudanais, aux États Membres de la région et à d'autres individus et entités et a reçu 7 réponses substantielles avant d'établir le présent rapport final. Les réponses reçues par la suite ont été intégrées dans les annexes au présent rapport.

C. Méthode

11. Le présent rapport a été établi sur la base des recherches et des enquêtes menées par le Groupe d'experts, qui a procédé à de nombreux entretiens pour réunir un ensemble d'informations crédibles, obtenues de sources très diverses. Il a examiné les documents mis à sa disposition par des personnes, des entités commerciales, des sources confidentielles et le Gouvernement. Il s'est également inspiré de travaux antérieurs, dont des rapports au Conseil de sécurité et au Comité, tant publics que confidentiels.

12. Le Groupe d'experts a respecté les normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 (S/2006/997). Il a corroboré les informations figurant dans le présent rapport au moyen de sources multiples et indépendantes afin de respecter le critère de preuve exigé.

13. Le Groupe d'experts a mené ses travaux dans la plus grande transparence et a été soucieux de respecter la confidentialité de ses sources si nécessaire. Une source, un document ou un lieu est dit confidentiel lorsque sa divulgation pourrait mettre la source en danger.

14. Compte tenu du peu de temps dont il disposait après sa nomination, le Groupe d'experts a choisi d'établir un rapport plus court qu'à l'accoutumée, afin de pouvoir consacrer davantage de temps à ses enquêtes.

II. Un processus de paix tributaire des intérêts de la classe politique

15. La situation au Soudan du Sud n'incite guère à l'optimisme. Les entretiens menés par le Groupe d'experts ont révélé un sentiment général d'exaspération, de méfiance et de désillusion à l'égard d'un processus politique inféodé aux intérêts de la classe politique, qui se détache de plus en plus de la vie des Sud-Soudanais ordinaires.

16. Depuis la publication en avril 2021 du précédent rapport final du Groupe d'experts (S/2021/365), de nouveaux progrès ont été constatés sur le plan de l'application de l'accord de paix. Les résultats ont néanmoins été largement d'ordre procédural et bureaucratique.

17. Entre-temps, la fragmentation des groupes d'opposition, associée à des violations persistantes du cessez-le-feu et à la violence infranationale généralisée a porté atteinte aux principes de base de l'accord de paix. En conséquence, les progrès signalés se sont accompagnés d'une intensification de la violence et d'une dégradation de la plupart des indicateurs humanitaires. De nombreux civils et

dirigeants politiques avec lesquels le Groupe d'experts s'est entretenu ont exprimé la crainte que le pays ne replonge dans le conflit¹.

A. Les désertions continuent de fragmenter les groupes d'opposition

18. Le Gouvernement a poursuivi avec succès sa stratégie consistant à encourager les désertions au sein des groupes d'opposition, notamment de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (APLS dans l'opposition). Plusieurs de ses commandants militaires de haut rang doutaient, d'emblée, de l'accord de paix et leur exaspération est allée croissant au fur et à mesure que ralentissaient les progrès sur le plan de l'unification des forces et que se dégradait leur situation matérielle. Cela s'est avéré un terreau fertile pour les avancées effectuées depuis Djouba, où des dirigeants influents sont parvenus à des accords distincts avec des figures de l'opposition hors du cadre de l'accord de paix².

19. Les désertions de hauts gradés ont entaché l'unité et le moral du Mouvement/de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition), suscitant des dissensions entre ses ailes militaire et politique, et entraîné une violence considérable entre les camps rivaux³. Elles ont également affaibli l'influence et l'autorité du Premier Vice-Président, Riek Machar Teny, qui a été critiqué par nombre de transfuges, dans les déclarations qu'ils ont faites, du fait de son incapacité de répartir, au-delà de son cercle intime, les bienfaits de la signature de l'accord de paix⁴.

20. Le 3 août 2021, l'ancien chef d'état-major de l'APLS dans l'opposition, Simon Gatwech Dual (SSi.002), visé par des sanctions, et le commandant Johnson Olony, posté à Shilluk (Haut-Nil) ont rompu avec le Vice-Président pour former le groupe de « Kit-Gwang ». Ils se sont ensuite rendus à Khartoum pour s'entretenir avec Tut Kew Gatluak Manime, un conseiller à la sécurité du Président, Salva Kiir Mayardit, et négocier un accord sur l'intégration de leurs forces⁵. La création du groupe Kit-Gwang a donné lieu à de graves affrontements, en particulier dans l'État du Haut-Nil, entre les forces Kit-Gwang alliées désormais aux Forces de défense populaires du Soudan du Sud et aux forces pro-Machar restantes⁶. En mars 2022, des membres du groupe ont tourné casaque et rallié les Forces de défense populaires du Soudan du

¹ Entretiens du Groupe d'experts avec des sources confidentielles et des dirigeants de la société civile, mars 2022.

² Voir annexe I.

³ Entretiens avec des responsables de haut rang du M/APLS dans l'opposition et des observateurs internationaux, février et mars 2022.

⁴ Voir, par exemple, la déclaration de Kit-Gwang (voir annexe I), la déclaration de Joknyang publiée par le général Tito Biel (voir annexe II) qui a fait désertion et la déclaration du général Moses Lokujo, datée de septembre 2020 (S/2020/1141, annexe VII).

⁵ Sudans Post, « Gen. Gatwech, Tutkew discuss peace process », 3 octobre 2021 et *The Paradise*, « Gatwech dispatches high-level military advance team to Juba », 1^{er} février 2022. Les vidéos des déclarations sont également consultables au : www.facebook.com/watch/?v=595682031560351&_rdr.

⁶ Entretiens avec des notables locaux, des dirigeants de l'APLS dans l'opposition, du Mouvement populaire de libération du Soudan au Gouvernement, des agents pénitentiaires et des policiers et des membres de la société civile actifs dans le secteur, mars 2022. Voir également « Position of SPLM/SPLA-IO on the status of the implementation of the Revitalized Peace Agreement », 15 mars 2022.

Sud⁷, même si l'intégration d'autres forces Kit-Gwang a été lente, ce qui aurait exaspéré certains commandants⁸.

21. En février 2022, dans l'État de l'Unité, le commandant adjoint de la Division 4A de l'APLS dans l'opposition, le général de division Tito Biel Wich, a annoncé qu'il rompait les rangs avec le Vice-Président dans la « déclaration de Joknyang ». L'équipe de négociation du général de division Biel s'est rendue à Djouba et s'est entretenue avec le chef des forces de défense, Santino Deng Wol (SSi.004) et M. Gatluak. Ses membres ont reçu des tenues et se sont vu attribuer un rang dans les Forces de défense populaires du Soudan du Sud. De la nourriture et des armes ont également été distribuées aux forces du général de division Biel dans l'Unité, ce qui a provoqué un nouvel afflux de son camp vers d'autres zones de cantonnement. En mars 2022, les forces du général de division Biel ont affronté les unités de l'APLS dans l'opposition dans l'État de l'Unité⁹.

22. Le Groupe d'experts a recensé au moins 10 autres commandants de haut rang, qui ont quitté les rangs de l'APLS dans l'opposition et du Front national du salut pour rallier les Forces de défense populaires du Soudan du Sud, depuis le précédent rapport final.

B. Question litigieuse de l'unification des forces

23. En février 2022, le Conseil de défense conjoint au Soudan du Sud a annoncé que 50 000 membres du personnel étaient prêts à être promus, après avoir subi un contrôle de leurs antécédents et à l'issue d'une réorganisation et d'une unification dans les centres de formation, de décembre 2021 à janvier 2022¹⁰. Cela a constitué une mesure importante sur le plan du renforcement des forces unifiées nécessaires.

24. Plusieurs recrues ont cependant déclaré au Groupe d'experts que la formation s'était essentiellement confinée à des exercices sommaires et n'avait pas comporté de formation militaire approfondie, d'instruction aux rapports entre les civils et les militaires ou de préparation à la lutte contre la violence fondée sur le genre¹¹. Dans certains cas, le contrôle des antécédents n'avait pas été effectué préalablement à la formation, ce qui a suscité la colère de certains qui se sont vu refuser l'intégration dans les forces unifiées¹².

25. Le Groupe d'experts a également appris que peu de combattants avaient été désarmés et que les forces continuaient de conserver dans une large mesure leurs armes lourdes de longue et de moyenne portée¹³.

26. Le Groupe d'experts a également appris que la division Tigre des Forces de défense populaires du Soudan du Sud et le Service national de sécurité avaient continué de résister à l'enregistrement et à l'intégration. La division Tigre aurait mis 1 500 membres à la disposition de l'unité de protection des personnalités importantes.

⁷ Voir annexe III.

⁸ Sudans Post, « Gatwech “frustrated” with stalled re-integration of his forces into SSPDF », 27 mars 2022.

⁹ Entretiens avec des représentants du général de division Tito Biel Wich, février et mars 2022, et Sudans Post, « Weapons, ammunition shipped to Mayom as Gen. Biel orders attack on SPLA-IO base in Bentiu », 23 mars 2022. Voir également le communiqué de presse du groupe Joknyang daté du 16 mars 2022 à l'annexe IV.

¹⁰ Conseil de défense conjoint, « Progress report on the screening, reorganization, and unification of the necessary unified forces », 16 février 2022. Voir également annexe V.

¹¹ Entretiens avec de multiples recrues (par l'intermédiaire d'interprètes) et sources confidentielles, février et mars 2022.

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

Le Service national de sécurité avait pour sa part envoyé quelques nouvelles recrues suivre une formation, mais n'avait dépêché aucun officier¹⁴.

27. Les progrès relatifs à la promotion des forces formées se sont également enlisés, du fait de désaccords persistants sur la structure du haut commandement¹⁵. Les deux dirigeants se sont servis des postes de haut rang comme monnaie d'échange, le Gouvernement étant peu enclin à accepter des promotions distribuées par des groupes de l'opposition¹⁶. Le budget de 2021/22 prévoyait 13 591 postes d'officier du rang de capitaine et grades supérieurs, témoignant de la valeur que les chefs attachaient à de tels postes et de l'omniprésence d'une inflation politisée des rangs¹⁷.

28. En 2018, les parties avaient décidé de se départager équitablement les postes de haut rang¹⁸. Or le Président a réclamé récemment 60 % de ces postes, disant que de hauts commandants de l'opposition tournaient casaque pour rejoindre ses rangs.

29. Par un décret présidentiel unilatéral promulgué le 25 mars 2022, le Président a attribué bon nombre de postes de commandement de haut rang à l'APLS dans l'opposition et à l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud¹⁹. Le M/APLS dans l'opposition a immédiatement, dans un communiqué de presse, qualifié le décret de violation de l'accord de paix, au motif qu'il contredisait le ratio de 50/50, qui avait été décidé lors des débats exigés en application de l'article 2.1.11.1 de l'accord de paix²⁰ et il a exhorté les garants de l'accord de paix à intervenir pour enrayer « la dégradation de la situation au Soudan du Sud »²¹.

C. Recrutement forcé visant à grossir les rangs

30. Comme par le passé, la réorganisation prévue du secteur de la sécurité a entraîné une vague de nouveaux recrutements, notamment un recrutement forcé, en violation de l'article 2.1.8 de l'accord de paix. Par ses opérations de recrutement, le Gouvernement a créé des supplétifs, qu'il peut dépêcher lors d'opérations en première ligne, renforçant ainsi le pouvoir des commandants locaux sur le plan de la négociation, et a grossi les rangs dans les zones de cantonnement stratégiques. Les recrutements les plus visibles, depuis le précédent rapport du Groupe d'experts, ont été organisés dans les États des Lacs, de l'Unité, d'Équatoria-Central, d'Équatoria-Occidental et de Ouarrap.

État des Lacs

31. Dans le prolongement d'une tendance qui avait d'abord été signalée par le Groupe d'experts dans son rapport final d'avril 2020 (S/2020/342), le Gouverneur de l'État des Lacs, Rin Tueny Mabor, a mené une série d'opérations de recrutement depuis juillet 2021, ses forces exerçant des pressions à l'égard de prisonniers, de

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Entretiens avec des responsables du Gouvernement et de hauts commandants du MPLS dans l'opposition, février 2022. Voir également *The Paradise*, « MPLS dans l'opposition says no unified forces before unified command », 22 février 2022.

¹⁶ Entretiens avec des membres d'organisations internationales et de mécanismes de sécurité nationaux, février et mars 2022.

¹⁷ Budget de 2021/22 approuvé pour le Soudan du Sud, structure des effectifs par grade.

¹⁸ Entretiens avec des responsables du Gouvernement et des représentants du MPLS dans l'opposition, mars 2022. Corroboré par des documents officiels consultés par le Groupe d'experts. Voir annexe VI.

¹⁹ Décret présidentiel obtenu par le Groupe d'experts.

²⁰ Voir annexe VII.

²¹ Voir annexe VIII.

jeunes gens et de travailleurs occasionnels, dans des villes comme Rumbek, Cueibet et Yirol, ainsi que dans des zones rurales et des camps de bétail²².

32. Au cours de ses entretiens, le Groupe d'experts a appris que de nouvelles recrues avaient été transférées à l'hôtel Panda à Rumbek et à la prison de Baburzeit à Yirol²³. Dans cette dernière localité, au moins un bien immobilier de l'État à usage d'habitation a été transformé en centre de formation ponctuel, tandis que la résidence privée du Gouverneur servait à stocker des uniformes et des munitions²⁴.

33. Bon nombre de nouvelles recrues ont été transportées par avion de l'État des Lacs vers des secteurs de l'Équatoria-Central et du Haut-Nil²⁵. Les personnes interrogées ont indiqué que des vols transportant à chaque fois de 100 à 200 recrues avaient été organisés au départ de Yirol et de Rumbek de juillet à septembre 2021²⁶.

34. Les recrutements avaient permis à M. Tueny de renforcer son influence politique et militaire sur les plans local et national, après son limogeage en juin 2021 comme chef du renseignement militaire.

État de l'Unité

35. Tant les Forces de défense populaires du Soudan du Sud que l'APLS dans l'opposition ont participé à des opérations de recrutement dans l'Unité en janvier et en février 2022²⁷. Le Groupe d'experts a confirmé que le recrutement avait été effectué dans les villes de Bentiu et de Rubkona et que des mobilisations s'étaient produites dans le comté de Koch.

36. Un recrutement forcé s'est également déroulé dans le principal site de déplacés de Bentiu, avec l'aide des unités de police conjointes chargées de la sûreté des civils. Des jeunes, certains mineurs, et des déserteurs militaires ont été visés à des fins de recrutement²⁸.

37. Un forum de jeunes du camp de déplacés de Bentiu a condamné, dans une lettre ouverte datée du 25 janvier 2022, « les arrestations généralisées et les adoptions d'enfants dans le camp par les forces de l'armée »²⁹.

38. Bon nombre de nouvelles recrues ont d'abord été transférées aux baraquements de la Division 4 des Forces de défense populaires du Soudan du Sud, puis transportées par ces Forces au bord d'un vol, au moins, de Bentiu à Djouba, où quelques-unes de ces Forces ont rallié les opérations de première ligne contre le Front de salut national en Équatoria-Central³⁰.

²² Entretiens avec des représentants de la société civile, des représentants de l'État et des observateurs internationaux, février et mars 2022. Corroboré en partie par M. Tueny qui faisait une déclaration sur l'état de la sécurité dans les Lacs, consultable dans les médias sociaux.

²³ Ibid.

²⁴ Entretiens avec des responsables de l'État, mars 2022.

²⁵ Entretiens avec des représentants de la société civile, des responsables de l'État et des observateurs internationaux, février et mars 2022. Corroboré en partie par des photographies obtenues par le Groupe d'experts.

²⁶ Ibid. Voir annexe IX.

²⁷ Entretiens avec des représentants de la société civile, des responsables de l'État et des observateurs internationaux, février et mars 2022. Corroboré en partie par des photographies obtenues par le Groupe d'experts.

²⁸ Ibid. Voir annexe X.

²⁹ Voir annexe XI.

³⁰ Entretiens avec des représentants de la société civile, des responsables de l'État et des observateurs internationaux, février et mars 2022. Corroboré en partie par des photographies obtenues par le Groupe d'experts.

État de Ouarrap

39. La Division 11 des Forces de défense populaires du Soudan du Sud, une nouvelle force indépendante de la taille d'une division, relevant de ces Forces, a procédé à des opérations de recrutement dans le Ouarrap³¹. Depuis sa conception par le général Santino Deng Wol (SSi.004) à l'issue de l'action de masse d'octobre 2018, la Division avait principalement servi de moyen de mobilisation dans la région de Bahr el-Ghazal³². En mai 2021, les populations de Tonj ont signalé le recrutement militaire actif de jeunes, dont des mineurs, une violation qui rend passible de sanctions.

III. Escalade de la violence

A. Violations du cessez-le-feu parmi les signataires de l'accord

40. L'accord de cessation des hostilités de décembre 2017 a fait l'objet de pressions constantes, à la suite de désertions, de violences infranationales et de l'enlèvement des négociations, imputés à des groupes non encore signataires de l'accord de paix.

41. Dans le Haut-Nil, des affrontements ont opposé les forces fidèles au Vice-Président aux forces dirigées par M. Gatwech³³. D'autres accrochages se sont produits à Longochuk entre les forces fidèles au Vice-Président et celles se trouvant sous le commandement du général de division James Khor Choul, qui étaient sorties des rangs en août 2021 pour rallier les Forces de défense populaires du Soudan du Sud. Depuis mars 2022, ces Forces à Pagak et à Maiwut qui sont sous le commandement du général Ochan se sont heurtées aux forces de l'APLS dans l'opposition à Jikou (Haut-Nil)³⁴.

42. Dans l'État de l'Unité, le général de division Tito Biel, ancien commandant de l'APLS dans l'opposition, s'est heurté aux forces de l'APLS dans l'opposition à Biil. D'autres tentatives ont rapidement été faites pour déloger ces dernières des ports de l'État de l'Unité. Ces forces ont également combattu des jeunes armés, épaulés par le Président du comté de Koch, dans la base de l'APLS dans l'opposition dans la ville de Mirmir³⁵, ainsi que dans les comtés de Leer et de Mayendit³⁶.

43. Tandis que les affrontements autour des positions de l'APLS dans l'opposition s'intensifiaient, les représentants du Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (MPLS dans l'opposition) ont quitté une réunion du comité technique du Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, qui se tenait à Djouba le 21 mars 2022. Dans une déclaration à la presse datée du 22 mars qu'il a signée, le Vice-Président a annoncé la suspension de la participation du M/APLS dans l'opposition à tous les mécanismes de sécurité, invoquant les attaques en cours contre les positions du Mouvement³⁷.

³¹ Entretiens avec des représentants de la société civile, des observateurs internationaux et rapports confidentiels et documents obtenus par le Groupe d'experts.

³² Voir annexe XII.

³³ Sudans Post, « SPLA-IO rivals clash in Nasir », 7 octobre 2021.

³⁴ Entretiens avec des notables locaux, des responsables de l'APLS dans l'opposition, des représentants du Gouvernement, des agents pénitentiaires et des policiers et des représentants de la société civile, février et mars 2022.

³⁵ Entretiens avec des agents des services de sécurité, des notables locaux et des sources confidentielles, février et mars 2022.

³⁶ Voir annexe XIII.

³⁷ Entretiens avec des membres des mécanismes de sécurité, mars 2022. Voir annexe XIV.

B. Intensification des heurts entre les factions non signataires

44. Les affrontements entre le Front de salut national et les Forces de défense populaires du Soudan du Sud en Équatoria-Central et en Équatoria-Occidental se sont intensifiés depuis la suspension du processus de Sant'Egidio en août 2021.

45. C'est à Lainya en Équatoria-Central que se sont concentrés les combats depuis septembre 2021, indiquant un déplacement des opérations militaires depuis les zones frontalières vers un secteur traditionnellement considéré comme un bastion du Front de salut national.

46. Tandis que le Front de salut national continuait d'employer des groupes mobiles à structure de commandement semi-autonome, les forces gouvernementales ont recouru hors des principales villes à un déploiement de forces mixtes depuis Djouba et enrôlé contre leur gré des habitants d'autres régions du pays et des milices progouvernementales, dont des jeunes des Dinka Bor et des Mundari. Les autorités civiles du comté de Lainya ont appuyé dans une large mesure les opérations militaires³⁸.

47. Le Groupe d'experts a obtenu plusieurs comptes rendus crédibles de violations des droits humains commises par des forces progouvernementales, durant les combats, qui ont également entraîné d'importants déplacements de civils, en provenance et à destination de la ville de Lainya³⁹. Les Forces de défense populaires du Soudan du Sud ont restreint la circulation à Lainya en établissant un périmètre de 3 kilomètres autour de la ville. Quiconque le franchissait risquait d'être pris pour cible, en tant que partisan du Front national de salut⁴⁰.

C. Intensification des violences infranationales en Équatoria-Occidental

48. L'émiettement de la sécurité nationale et les rivalités au sein de la classe politique ont créé un terreau fertile pour une intense violence infranationale dans bon nombre de secteurs au Soudan du Sud, notamment dans les États de Jongleï, de Ouarrap, d'Équatoria-Occidental et de l'Unité. Si elle a été souvent qualifiée d'intercommunautaire et de criminelle, elle était majoritairement déterminée par des différends politiques aux niveaux local et national.

Violence en Équatoria-Occidental

49. À compter de juin 2021, une vague de violence politique organisée dans le comté de Tamboura (Équatoria-Occidental) a entraîné le déplacement de près de 80 000 personnes et le décès d'au moins 440 civils, dont 60 femmes et 48 enfants⁴¹. Des violations indicibles des droits humains, notamment des violences sexuelles et

³⁸ Entretiens avec de hauts commandants du Front de salut national, des observateurs internationaux et des représentants de la société civile, février et mars 2022. Corroboré par des rapports et des photographies obtenus par le Groupe d'experts.

³⁹ Entretiens avec des représentants de la société civile, des observateurs internationaux et des représentants des mécanismes de sécurité, février et mars 2022.

⁴⁰ Entretiens avec des chefs locaux, des anciens du village, des membres de la communauté, des groupes de jeunes et des personnes déplacées, communiqués au Groupe d'experts par l'intermédiaire d'observateurs internationaux, février 2022.

⁴¹ MINUSS et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Attacks on civilians in Tambura County – June-September 2021 », 1^{er} mars 2022.

des violences contre les enfants ont également été enregistrées⁴², tandis que l'accès humanitaire était entravé et exploité à des fins politiques⁴³.

50. Le conflit aurait pour origine les tensions entourant la représentation politique et les droits fonciers entre des membres de haut rang des clans Balanda et Avungara des Azande, qui se sont manifestées lors de violences et d'attaques sporadiques. En avril 2019, par exemple, le Gouverneur de l'époque, Patrick Zamoï, aurait ordonné l'exécution de quatre membres des Balanda sur sa propriété, semant les graines de violences futures, aux yeux de bon nombre de personnes⁴⁴.

51. En mai 2020, le général James Nando a quitté les rangs de l'APLS dans l'opposition pour rallier les Forces de défense populaires du Soudan du Sud, et des informations, voire des allégations, ont rapidement circulé, selon lesquelles ses forces auraient visé des civils Balanda⁴⁵. En juin, ses forces ont attaqué une base de l'APLS dans l'opposition à Namutina, provoquant une violente riposte armée de l'APLS dans l'opposition, qui a entraîné des représailles, des tueries et des déplacements de juin à septembre 2021. Les forces du général Nando ont été accusées d'utiliser des enfants soldats, de s'en prendre aux opérations humanitaires et de mener des actes de violence sexuelle, notamment contre des agents humanitaires et des mineurs⁴⁶.

52. Des milices ethniques ont été mobilisées pour se battre de part et d'autre. Les forces se trouvant sous le commandement d'Angelo Davido, chef d'une milice affiliée à l'APLS dans l'opposition, ont été accusées de tuer des civils, dont des mineurs, et de perpétrer des violences sexuelles⁴⁷. M. Davido a nié les accusations devant le Groupe d'experts, soulignant que ses forces avaient agi en légitime défense, à la suite de provocations⁴⁸.

53. Le chef suprême Mboribamu a constitué une milice armée qui s'en est pris à des civils Balanda, collaborant avec le général Nando et le Président du comté de Tamboura, Mathew Mabenge. Ce dernier a lui-même été accusé de graves exactions, notamment de menaces contre des membres du personnel des Nations Unies et de discours de haine fondée sur l'appartenance ethnique⁴⁹.

54. Le général Nando aurait également reçu une aide concrète de la part de personnalités politiques nationales, telle la Présidente du Parlement, Jemma Nunu Kumba, qui lui aurait prêté sa propriété à Tamboura à maintes occasions en septembre et en octobre 2021, notamment en vue de la tenue de réunions avec MM. Mabenge et Mboribamu⁵⁰.

⁴² Entretiens avec des observateurs internationaux, des représentants de la société civile, des mécanismes de sécurité, des responsables du Gouvernement et des travailleurs humanitaires, février et mars 2022. Corroboré par des documents confidentiels, des images et des rapports obtenus par le Groupe d'expert.

⁴³ Entretiens avec des représentants d'organisations humanitaires et internationales, février et mars 2022.

⁴⁴ Entretiens avec des représentants de la société civile et des représentants du Gouvernement, février et mars 2022. Corroboré par des rapports confidentiels obtenus par le Groupe d'expert. Voir également *Eye Radio*, « Tombura gov. accused of extrajudicial killing », 29 avril 2019.

⁴⁵ Entretiens avec des observateurs internationaux, des représentants de la société civile et des mécanismes de sécurité, des responsables du Gouvernement et des travailleurs humanitaires, février et mars 2022. Corroboré en partie par des photographies et des vidéos obtenues par le Groupe d'expert.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Voir également annexe XXV. Le Groupe d'experts a demandé à toutes les personnes citées dans la présente section de formuler des observations et les réponses obtenues ont été intégrées dans les annexes au présent rapport.

⁴⁹ Ibid. Voir annexe XV.

⁵⁰ Ibid.

D. Violations des droits humains, liées à la répression de la violence infranationale dans le Ouarrap

55. Les violences infranationales ont entraîné une violente riposte des dirigeants civils et militaires, servant parfois de prétexte à de nouvelles violations des droits humains.

56. Des forces se trouvant sous le commandement du Gouverneur Aleu Ayieny Aleu ont participé à des exécutions extrajudiciaires dans l'État de Ouarrap, bon nombre ayant été perpétrées durant sa tournée dans l'État à l'issue de sa nomination en février 2021, par des pelotons d'exécution constitués de ses gardes du corps personnels et de membres des Forces de défense populaires du Soudan du Sud, du Service national de sécurité et des forces de désarmement locales⁵¹.

57. Beaucoup de victimes se trouvaient dans les prisons locales du Service national de sécurité et avaient peu de liens apparents avec les violences intercommunautaires. À Nyangakoch, en avril 2021, M. Aleu a ordonné l'exécution de cinq suspects, dont une personne âgée et deux enfants d'âge scolaire, pour leur rôle présumé dans l'attaque contre un véhicule utilitaire⁵². À Romich, en avril 2021, il a ordonné l'exécution publique d'un homme suspecté d'avoir commis un assassinat lié à la dot⁵³. Le 9 novembre 2021, trois personnes, dont deux soldats, ont été placées en détention et accusées de meurtre et de vol. Malgré les appels de la communauté en faveur de la tenue d'un procès, M. Aleu a ordonné l'exécution des deux hommes le 12 novembre 2021⁵⁴.

IV. Collaboration au niveau régional

58. Comme l'a rapporté le Groupe d'experts dans son précédent rapport final (S/2021/365, sect. V), d'autres disputes et tensions dans la région ont continué de détourner l'attention du conflit au Soudan du Sud, tout en compromettant l'efficacité d'organes régionaux clés, dont l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). L'Ouganda et le Soudan, pour leur part, ont offert leur médiation en vue du règlement de problèmes spécifiques.

59. En février 2022, le Président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, a invité de hauts responsables sud-soudanais à participer à une retraite à Kampala, afin de régler les

⁵¹ Rapport de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud, 15 février 2022. Voir également MINUSS, « UNMISS deeply concerned at spate of extra-judicial executions », 26 juillet 2021 (consultable au <https://unmiss.unmissions.org/unmiss-deeply-concerned-spate-extra-judicial-executions>) et Human Rights Watch, « South Sudan: summary executions in north », 29 juillet 2021 (consultable au www.hrw.org/news/2021/07/29/south-sudan-summary-executions-north#) ; Sudans Post, « Governor Aleu of Ouarrap petitioned over alleged involvement in extrajudicial killings », 24 novembre 2021 ; et *Eye Radio*, « Former Commissioner accuses Governor Aleu of extra judicial killings », 18 novembre 2021.

⁵² Entretiens avec des témoins et un responsable du Gouvernement, mars 2022. Documents supplémentaires de Human Rights Watch, « Preliminary findings on summary executions in Ouarrap State », 19 juillet 2021, et rapport de la Commission sur les droits de l'homme sur le Soudan du Sud, 15 février 2022.

⁵³ Entretien avec un membre de la communauté locale, mars 2022, documents confidentiels obtenus par le Groupe d'experts et rapport de la Commission sur les droits de l'homme sur le Soudan du Sud, 15 février 2022.

⁵⁴ Ibid. Corroboré en partie par des enregistrements sonores, des documents et des images obtenus par le Groupe d'expert. Voir annexe XVI.

problèmes en suspens, notamment la conception d'une structure de commandement unifiée et des ratios des forces⁵⁵. La retraite a cependant été reportée⁵⁶.

60. En février et en mars 2022, respectivement, le Vice-Président du Conseil souverain du Soudan, le général Mohamed Hamdan Dagalo, et le Président du Conseil souverain de transition du Soudan, le général Abdel Fattah al-Burhan, ont visité Djouba dans une tentative de régler ce même litige⁵⁷. Le Soudan a proposé l'attribution de 27 postes au Gouvernement, 17 au M/APLS dans l'opposition et 4 à l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud, proposition qui n'a recueilli l'adhésion d'aucune des parties⁵⁸.

61. Tandis que la Communauté de Sant'Egidio poursuivait son action de médiation, aucun progrès appréciable n'a été signalé dans les négociations à compter du mois d'août 2021, lorsque le Gouvernement s'est retiré des pourparlers, au motif d'attaques contre ses forces et contre les civils en Équatoria-Central et en Équatoria-Occidental, accusation que le Front de salut national a réfutée⁵⁹.

62. Les négociations ont également été compliquées par la scission qui s'est produite en octobre 2021 au sein de l'Alliance des mouvements d'opposition du Soudan du Sud, lorsque le général Thomas Cirillo Swaka s'est distancé du général Paul Malong Awan Anei (SSi.008) et du général Pagan Amum, citant une certaine méfiance et des divergences autour des priorités⁶⁰.

63. En novembre 2021, le Président Kiir a demandé à la Communauté de Sant'Egidio de relancer les pourparlers de paix⁶¹. Le 30 novembre, un porte-parole du Front de salut national a indiqué que le groupe n'y participerait pas en l'absence d'ordre du jour clair, au cours des négociations, évoquant les tactiques d'atermoiement du gouvernement et les progrès limités obtenus à ce jour⁶².

V. Violations de l'embargo sur les armes

A. Achat de véhicules blindés de transport de troupes

64. En mars 2022, le Gouvernement sud-soudanais a annoncé sur sa page Facebook l'achat de 150 nouveaux véhicules destinés à la Police nationale sud-soudanaise⁶³. Il a montré, à l'appui, des photographies de quelque 25 nouveaux véhicules blindés de transport de troupes au quartier général de la police à Djouba.

65. Des véhicules semblables ont été répertoriés en possession du bataillon Tigre des Forces de défense populaires du Soudan du Sud à Djouba et auraient été déployés par la suite dans l'État de Ouarrap en février 2022⁶⁴. Le Groupe d'experts a également

⁵⁵ Obaj Okuj, « Museveni officially invites Machar to Kampala retreat, says FVP office », *Eye Radio*, 1^{er} mars 2022, et Sudans Post, « African Union welcomes planned Kiir-Machar retreat in Ugandan », 29 janvier 2022. Voir également annexe XVII.

⁵⁶ Entretiens avec des représentants du Gouvernement et des sources confidentielles, mars 2022.

⁵⁷ Ibid. Voir annexe XVIII.

⁵⁸ Entretiens avec des sources confidentielles, mars 2022.

⁵⁹ Entretiens avec de hauts commandants du Front national de salut, des représentants du Gouvernement et le secrétariat de la Communauté de Sant'Egidio, février et mars 2022.

⁶⁰ Entretien avec le secrétariat de la Communauté de Sant'Egidio et sources confidentielles, mars 2022.

⁶¹ Ibid.

⁶² Entretiens avec de hauts commandants du Front national de salut, mars 2022, et déclaration faite par Saba Samuel Manase lors d'un entretien avec Eye Radio le 30 novembre 2021. Voir annexe XIX.

⁶³ Annonce faite sur la page Facebook du Gouvernement sud-soudanais. Voir annexe XX.

⁶⁴ Voir annexe XXI.

recensé un petit nombre de véhicules analogues en possession des Forces de défense populaires du Soudan du Sud dans l'État des Lacs, à la fin du mois de décembre 2021⁶⁵.

66. Aucune dérogation n'avait été demandée au Comité concernant l'achat de ces véhicules militaires blindés. Pendant ses entretiens, le Groupe d'experts a constaté que l'achat des véhicules avait commencé en 2021, les livraisons ayant été échelonnées en 2021 et au début de 2022⁶⁶.

67. Les véhicules blindés de transport de troupes semblent correspondre au modèle « Tygra »⁶⁷. Le Groupe d'experts n'a pas été en mesure d'établir qui les avait fournis. Un responsable sud-soudanais a néanmoins indiqué qu'ils avaient été obtenus auprès d'une société privée dont le nom n'a pas été dévoilé⁶⁸.

68. Le Groupe d'experts estime que ces véhicules ont été importés en violation de l'embargo sur les armes, imposé sur l'ensemble du territoire sud-soudanais par la résolution 2428 (2018) du Conseil de sécurité et renouvelé récemment par la résolution 2577 (2021). Il constate que les procédures de dérogation relatives à l'importation de matériel militaire figurent au paragraphe 5 de la résolution 2428 (2018).

B. Formation du Service national de sécurité

69. Le 14 février 2022, des médias éthiopiens ont rapporté qu'une cinquantaine d'agents du Service national de sécurité avaient été promus, à l'issue d'un programme de formation assuré par le Service national de renseignement et de sécurité de l'Éthiopie⁶⁹, comme confirmé dans l'article posté sur son propre site Web⁷⁰. Selon certains rapports, il s'agissait d'une formation approfondie dans le domaine du renseignement et de la sécurité, destinée à des membres de haut rang du Service. Selon la presse, elle avait été précédée d'une autre activité de formation, quatre mois auparavant, à laquelle avaient participé « des officiers de la sécurité subalternes originaires du Soudan du Sud »⁷¹.

70. Ont assisté à la cérémonie de promotion Temesgen Tiruneh, Directeur général du Service national éthiopien de renseignement et de sécurité, et Akol Koor Kuc, Directeur général du Bureau sud-soudanais de la sécurité intérieure, relevant du Service national de sécurité⁷². Le 27 janvier 2021, les deux dirigeants se sont entretenus à Addis-Abeba et décidé que leurs services de renseignement respectifs coopéraient sur les questions régionales et le renforcement des capacités⁷³.

71. Étant donné qu'aucune dérogation n'a été demandée au Comité et que la formation aurait porté sur « le renseignement et la sécurité », le Groupe d'experts considère qu'il pourrait y avoir une violation de l'embargo sur les armes, qui interdit

⁶⁵ Voir annexe XXII.

⁶⁶ Entretiens avec des responsables du Gouvernement, mars 2022. Voir également Okot Emmanuel, « Police receive 150 vehicles to ease mobility across the country », *Eye Radio*, 22 mars 2022.

⁶⁷ Voir annexe XXIII.

⁶⁸ Emmanuel, « Police receive 150 vehicles ». Corroboré au cours d'un entretien du Groupe d'experts avec un responsable du Gouvernement, mars 2022.

⁶⁹ Page Facebook de l'Ethiopian Broadcast Corporation, en date du 14 février 2022. Voir également *New Business Ethiopia*, « Ethiopia trains South Sudanese security officers », 15 février 2022.

⁷⁰ Voir annexe XXIV.

⁷¹ *New Business Ethiopia*, « Ethiopia trains South Sudanese ».

⁷² Voir annexe XXV.

⁷³ Koang Pal Chang, « Ethiopia security services agree to cooperate in regional issues », *Eye Radio*, 29 janvier 2021, et Sudans Post, « S. Sudan, Ethiopian spy agencies to cooperate on regional interests », 29 janvier 2021.

la fourniture, au Service de sécurité du Soudan du Sud, de « toute assistance technique ou formation et de toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires », conformément au paragraphe 4 de la résolution 2428 (2018).

VI. Tendances à la baisse des indicateurs humanitaires

72. Malgré les progrès signalés dans l'application de l'accord de paix, le Soudan du Sud a connu une tendance à la baisse de bon nombre d'indicateurs humanitaires clefs, à la suite des violences infranationales et des inondations⁷⁴.

73. La violence contre les agents humanitaires et l'ingérence dans les opérations qu'ils menaient ont augmenté. En 2021, le nombre d'agents humanitaires contraints de se déplacer de force était plus élevé, le nombre de détention d'agents humanitaires a triplé par rapport à 2020 et cinq d'entre eux ont été tués⁷⁵.

74. En mars 2022, le Programme alimentaire mondial a prévenu que le Soudan du Sud connaîtrait « la pire crise alimentaire de son histoire »⁷⁶. Quelque 8,3 millions de personnes ont continué d'avoir besoin d'une aide alimentaire, tandis que 1,4 million d'enfants souffraient de malnutrition aiguë en décembre 2021.

75. Dans le prolongement d'une tendance signalée par le Groupe d'experts dans son précédent rapport final, l'évaluation du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire s'est dégradée en 2021, son groupe de travail n'étant pas parvenu à un consensus sur la gravité de l'insécurité alimentaire dans six comtés. Cela s'est répercuté sur la mobilisation des ressources internationales et sur l'allocation de l'aide alimentaire⁷⁷. Le Groupe d'experts a compris à l'issue de ses entretiens que les représentants du Gouvernement ne voulaient pas admettre que des populations du Soudan du Sud soient classées comme se trouvant dans la phase 5 (famine/catastrophe humanitaire). Avec un tel indicateur, le Gouvernement aurait eu plus de mal à justifier les demandes de financement du développement⁷⁸.

VII. Finances publiques détournées au profit de la classe politique

76. Des progrès ont été accomplis sur le plan de la réforme des finances publiques du Soudan du Sud. Une plus grande transparence a entouré la production pétrolière et les dettes du pays et un Comité de contrôle de la gestion des finances publiques qui soit fonctionnel. En mars 2022, le Parlement a pour la première fois depuis des années approuvé officiellement un budget et des avancées ont été faites concernant la présentation, dans les délais, du budget de l'exercice 2022/23⁷⁹. Le Soudan du Sud a pris des engagements supplémentaires pour travailler avec le Fonds monétaire

⁷⁴ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan humanitarian snapshot, December 2021 » ; Programme alimentaire mondial (PAM), aperçu général du Soudan du Sud.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ PAM, « Families pushed to the limit as South Sudan braces for its worst hunger crisis ever », 11 mars 2022 (consultable au https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/des-familles-poussees-bout-alors-que-le-soudan-du-sud-se-prepare-la-pire?_ga=2.204828368.1162781373.1649965067-1006129298.1649965067).

⁷⁷ Margie Buchanan-Smith, Jane Cocking et Sam Sharp, *Independent Review of the IPC South Sudan* (Londres, Overseas Development Institute, 2021).

⁷⁸ Documents confidentiels obtenus par le Groupe d'experts et entretiens menés avec des personnes qui avaient participé au processus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire ou en avaient été témoins, mars 2022.

⁷⁹ Ministère des finances et de la planification, budget de 2021/22 approuvé.

international, la Banque mondiale et le Groupe d'action financière⁸⁰. D'importants problèmes subsistent cependant.

A. Recettes pétrolières et non pétrolières gérées de manière anarchique et sujettes à des détournements

77. Le pétrole permet au pays de continuer d'engranger la presque-totalité de ses recettes publiques, générant plus de 90 % du montant prévu dans le budget de 2021/22⁸¹. La production totale de pétrole durant l'exercice 2021/22 a été estimée à 156 000 barils par jour, contre 170 000 en 2020/21, en raison du tarissement des puits et des dommages causés par les inondations⁸². La baisse de la production avait toutefois été neutralisée par la hausse des prix du pétrole.

78. Les finances publiques du Soudan du Sud pourront bénéficier également du remboursement, en décembre 2021, des 3,028 milliards de dollars relatifs à l'arrangement financier provisoire, décidé avec le Soudan peu après l'indépendance⁸³. Cela devrait permettre au Soudan du Sud de conserver 6 à 15 dollars supplémentaires par baril de pétrole, en fonction du cours du pétrole⁸⁴.

79. Le Gouvernement sud-soudanais a poursuivi la pratique consistant à vendre sa part de la production pétrolière à un petit nombre de négociants internationaux. Selon le Ministère du pétrole, le Soudan du Sud a attribué la vente de 12 cargaisons (7,25 millions de barils) de pétrole brut de juillet à décembre 2021, d'une valeur d'environ 547,6 millions de dollars, à six négociants distincts⁸⁵. Le Groupe d'experts a confirmé que la plupart des cargaisons vendues durant la période avaient été payées avec des avances à plus court terme, représentant quelque 70 % à 80 % de leur valeur dans les trois à six semaines qui ont suivi la livraison⁸⁶.

80. Une incertitude considérable a continué cependant d'entourer la gestion des recettes pétrolières et d'importantes questions ont subsisté quant à la façon dont elles étaient dépensées. Ainsi, même si les cours du pétrole étaient supérieurs aux prévisions, par exemple, le Gouvernement a continué d'accumuler d'importants arriérés de salaires concernant bon nombre de membres de son personnel, ce qui a provoqué des grèves et une colère généralisée⁸⁷. Il a également accumulé des arriérés

⁸⁰ Voir <https://www.fatf-gafi.org/publications/high-risk-and-other-monitored-jurisdictions/documents/increased-monitoring-june-2021.html#SouthSudan>.

⁸¹ Budget de 2021/22 approuvé pour le Soudan du Sud.

⁸² Ministre des finances et de la planification, discours sur le budget concernant l'exercice 2021/22.

⁸³ Entretiens avec des parlementaires et des diplomates, mars 2022. Corroboré par la troisième lecture du budget de 2021/22 au Parlement.

⁸⁴ Voir annexe XXVI, le Soudan du Sud continue de verser des droits au Soudan dans le cadre de l'utilisation de ses oléoducs et centres de traitement, qui se chiffrent à 9,1 dollars par baril dans le cas du mélange Dar et à 11 dollars le baril concernant le mélange Nil.

⁸⁵ Documents confidentiels obtenus par le Groupe d'experts. Les négociants qui ont acheté des cargaisons de pétrole auprès du Gouvernement de juillet à décembre 2021 sont : Sahara Energy, Addax Energy, Trinity Energy, Litasco, Pacific Petroleum et BB Energy. Cela a porté sur la vente de quelque 7,25 millions de barils, dont environ 69 % du mélange Dar.

⁸⁶ Correspondance du Groupe d'experts avec les négociants.

⁸⁷ Entretiens avec des parlementaires, des représentants de la société civile et des diplomates internationaux, mars 2022. Voir également Obaj Okuj, « UoJ staff receive 3-month salaries, still, demand outstanding arrears », *Eye Radio*, 22 mars 2022, et Sudans Post, « Gov't owes diplomats 24 months in salary arrears – finance minister », 20 mars 2022.

de plus de 39 millions de dollars du fait de son adhésion à des organisations régionales⁸⁸.

B. La dette garantie par le pétrole, menace à la stabilité économique

81. Les dettes commerciales garanties par le pétrole ont également continué de peser sur le budget du Soudan du Sud. Les dettes commerciales du pays, dont beaucoup sont assorties de taux d'intérêt élevés, totalisent désormais plus de 1,7 milliard de dollars. Il s'agit notamment de dettes importantes envers la Qatar National Bank, Sahara Energy, Nasdec General Trading, la Banque africaine d'import-export et China Exim Bank⁸⁹. La plupart des dettes ont été rééchelonnées pour être remboursées au moyen de futures livraisons de pétrole, ce qui a détourné du budget national un nombre considérable de cargaisons.

82. Dans ses enquêtes, le Groupe d'experts a confirmé qu'il importait d'introduire une plus grande transparence concernant les dettes garanties par le pétrole. En 2019, le Gouvernement sud-soudanais a conclu un accord de prêt avec un négociant basé aux Émirats arabes unis, Nasdec General Trading, qui a fourni une facilité de prêt d'un montant de 539 millions de dollars, à rembourser par la livraison future de pétrole brut⁹⁰. Ce prêt n'avait été signalé dans aucun document comptable ou déclaration de dépenses du Soudan du Sud jusqu'en février 2022. Une partie importante du prêt avait été versée sur des comptes de l'État auprès de la First Abu Dhabi Bank aux Émirats arabes unis, plutôt que sur le compte de recettes pétrolières désigné⁹¹.

Dette garantie par le pétrole visant à financer des achats militaires

83. Le Groupe d'experts a également recensé les mesures prises par le Cabinet du Président pour collecter des dettes supplémentaires garanties par le pétrole afin de financer des contrats attribués à des hommes d'affaires faisant l'objet de faveurs.

84. En juin 2021, le Gouvernement a signé un accord avec l'entreprise sud-soudanaise Amuk for Trading and Investment Co. Ltd. et la société de commerce Silwana Diamond General Trading LLC, établie aux Émirats arabes unis⁹². Dans le cadre de l'accord tripartite, Amuk a été chargé de fournir aux Forces de défense populaires du Soudan du Sud des produits alimentaires d'une valeur de 650 millions de dollars, un montant dépassant largement les 15,8 milliards de livres sud-soudanaises (39 millions de dollars) allouées aux biens et services destinés au secteur de la sécurité dans le budget de 2021/22⁹³.

85. Silwana Diamond General Trading LLC devait financer les échanges par la voie d'un prêt garanti par le pétrole et remboursé au bout de trois ans après une période de grâce de deux ans. Une lettre de garantie souveraine a été émise par la Banque du Soudan du Sud pour faciliter le prêt⁹⁴.

⁸⁸ Voice of America, « South Sudan in Focus », émission radiophonique, 11 mars 2022. Cela comprend les dettes à la Communauté d'Afrique de l'Est, à l'IGAD et à l'Autorité de coordination du transport de transit du Corridor nord.

⁸⁹ FMI, premier examen au titre du programme de référence et budget de 2021/22 approuvé pour le Soudan du Sud.

⁹⁰ Documents obtenus par le Groupe d'experts et correspondance avec Nasdec General Trading.

⁹¹ Ibid.

⁹² Documents confidentiels obtenus par le Groupe d'expert, qui remercie également Silwana Diamond General Trading d'avoir coopéré par la voie d'entretiens et d'une correspondance écrite.

⁹³ Ibid., et budget de 2021/22 approuvé pour le Soudan du Sud.

⁹⁴ Document obtenu par le Groupe d'expert.

86. Le Groupe d'experts a confirmé qu'Amuk for Trading and Investment était contrôlée au bout du compte par Kur Ajing Ater, un homme d'affaires connu au Soudan du Sud⁹⁵. Dans un précédent rapport (S/2019/301), le Groupe d'experts avait décrit comment une autre société contrôlée par Kur Ajing Ater, Lou for Trading and Investment, s'était vu attribuer des contrats tout aussi démesurés par les Forces de défense populaires du Soudan du Sud, notamment dans le cadre de produits alimentaires.

87. Le Cabinet du Président a joué un rôle notoire dans cet accord, notamment le Président lui-même, son conseiller à la sécurité nationale et d'autres membres de haut rang dont plusieurs étaient présents lors de la signature de l'accord à Doubaï (Émirats arabes unis)⁹⁶. Dans le compte rendu confidentiel d'une réunion portant sur l'examen des contrats de 2018 avec Kur Ajing Ater, un haut responsable des Forces de défense populaires du Soudan du Sud s'est plaint « d'irrégularités dans ce contrat », ajoutant cependant : « la décision a été prise par des autorités supérieures et nous ne pouvons donc rien y faire »⁹⁷.

88. Selon les représentants de Silwana, la société, qui était insatisfaite des garanties données par le Gouvernement, avait demandé l'annulation de l'opération. Lorsqu'elles ont appris l'existence de l'accord, les institutions internationales ont, elles aussi, pressé le Gouvernement de l'annuler, car il violait l'engagement pris de mettre fin à l'accumulation de nouvelles dettes garanties par le pétrole⁹⁸. Par conséquent, en septembre 2021, la lettre de garantie souveraine a été annulée⁹⁹. Le Gouvernement a envisagé, depuis, de relancer l'accord avec d'autres négociants¹⁰⁰.

C. Prolifération des mécanismes de détournement

89. Dans le système anarchique des finances publiques du Soudan du Sud, les responsables politiques et ceux chargés de la sécurité ont continué de chercher à user de leur pouvoir et de leur influence pour détourner d'importantes ressources publiques à leur profit.

90. Le Groupe d'experts avait déjà signalé l'attribution, sans appel à la concurrence, de contrats de construction de routes d'une valeur de plusieurs milliards de dollars à l'Africa Resource Corporation Ltd. et à Winners Construction Company Ltd. (voir S/2021/365 et S/2020/1141). Si les routes sont en voie de construction, la surveillance de ce vaste projet laisse à désirer. Dans chacun des budgets de 2020/21 et de 2021/22, 30 % des recettes pétrolières escomptées ont été alloués à ces projets¹⁰¹, mais ces dépenses n'ont pas été comptabilisées durant l'exercice 2020/21, seuls 3 milliards de livres sud-soudanaises de dépenses totales en capital ayant été enregistrés¹⁰².

91. En outre, lors de la lecture finale du budget de 2021/22, le Parlement a affirmé avoir répertorié un excédent imprévu d'un montant de 174,5 milliards de livres sud-

⁹⁵ Entretiens avec d'anciens responsables du Gouvernement et des sociétés privées en mars 2022, corroboré par des photographies et des documents confidentiels obtenus par le Groupe d'experts. Voir également *The Sentry*, « Sanctioned South Sudanese businessmen are skirting US sanctions », octobre 2021.

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ Compte rendu confidentiel de la réunion, obtenu par le Groupe d'experts.

⁹⁸ Entretiens avec des sociétés du secteur privé, d'anciens responsables du Gouvernement et des diplomates, mars 2022.

⁹⁹ Document obtenu par le Groupe d'experts.

¹⁰⁰ Entretiens avec des représentants de sociétés, des membres du Parlement, des diplomates et des membres de la société civile, février et mars 2022.

¹⁰¹ Budget de 2021/22 approuvé pour le Soudan du Sud.

¹⁰² Ministère des finances et de la planification, résultats définitifs de l'exercice 2020/21.

soudanaises¹⁰³. Les membres du Parlement ont fait valoir qu'un paiement excédentaire de 13,9 millions de dollars avait été fait au Soudan au titre de l'accord financier provisoire, tandis que le prix moyen du pétrole pour l'exercice pouvait être modulé jusqu'à atteindre 100 dollars le baril. Les membres du Parlement se sont arrogé 34,7 milliards de livres sud-soudanaises de cet excédent¹⁰⁴, lequel avait toutefois peu de chances de se concrétiser, le cours moyen du pétrole obtenu par le Soudan du Sud au premier semestre de l'exercice n'étant que de 75,6 dollars le baril¹⁰⁵.

92. Le Groupe d'experts a compris, à partir de ses entretiens, que les responsables sud-soudanais avaient usé de leur pouvoir et de leur influence pour confier des activités privées lucratives de dépistage de la COVID-19 à un petit nombre d'entreprises dont les propriétaires appartiendraient à la classe politique. Depuis septembre 2021 environ, les centres homologués de dépistage de la COVID-19 étaient tenus de percevoir une taxe de 6 dollars pour appuyer un système harmonisé de certificats électroniques. Selon le rapport ultérieur d'un comité d'enquête de l'équipe de travail chargée de la COVID-19, des frais d'un montant total de 158 530 dollars et de 21,8 millions de livres sud-soudanaises ont été perçus sans fondement légal ni comptabilité adéquate¹⁰⁶.

D. L'or comme source de fonds extrabudgétaires

93. Le Groupe d'experts a appris de plusieurs sources que les forces du Front national de salut avaient continué d'extraire de l'or et de taxer les mineurs informels dans les systèmes fluviaux autour de Wonduruba (Équatoria-Central)¹⁰⁷. Les représentants du Front national de salut ont nié toute participation systématique au commerce de l'or devant le Groupe d'experts, tout en admettant que l'or était une source importante de revenus dans la région¹⁰⁸.

94. Le Groupe d'experts a également confirmé que les agents des services de renseignement militaire des Forces de défense populaires du Soudan du Sud avaient cherché à extorquer à la mi-2021 quelque 250 000 dollars à une société internationale d'extraction d'or opérant près de Gorom, ce qui avait poussé cette dernière à quitter le pays¹⁰⁹. L'entreprise, y compris son usine de traitement, a été vendue à l'African Resource Corporation, qui avait été citée par le Groupe d'experts dans le cadre de la construction de routes (S/2021/365 et S/2020/1141).

95. Selon des documents confidentiels consultés par le Groupe d'experts, les Forces de défense populaires du Soudan du Sud, y compris leurs services de renseignement militaire, et le Service national de sécurité ont autorisé Hercules Security Services Ltd. à assurer la sécurité dans les zones d'exploitation aurifère de Wonduruba, Tuliang et Katigiri, où la violence avait récemment entravé les efforts visant à instaurer une exploitation minière plus systématique¹¹⁰. Selon le document, l'autorisation

¹⁰³ Budget de 2021/22 approuvé pour le Soudan du Sud.

¹⁰⁴ Assemblée législative nationale provisoire, troisième lecture du budget de l'exercice 2021/22.

¹⁰⁵ Document confidentiel obtenu par le Groupe d'experts.

¹⁰⁶ Équipe spéciale nationale chargée de la COVID-19, « Report on the genesis of the six dollar charge imposed on COVID-19 private laboratories from 6 September to 26 December 2021 », 17 janvier 2022. Consultable au <https://eyeradio.org/wp-content/uploads/2022/02/COVID-19-PROBE.pdf>.

¹⁰⁷ Entretiens avec des responsables du Gouvernement, des activistes et des sources confidentielles, février et mars 2022.

¹⁰⁸ Entretiens avec de hauts responsables du Front national de salut, mars 2022.

¹⁰⁹ Entretiens avec des hommes d'affaires sud-soudanais et des sources confidentielles, février 2022.

¹¹⁰ Documents confidentiels.

comprenait la permission de déployer des ressortissants étrangers armés et « du matériel de sécurité classé défense »¹¹¹.

VIII. Conclusions

96. Comme le Groupe d'experts l'a constamment rapporté, les civils ainsi que bon nombre de dirigeants politiques, militaires et de la société civile sont profondément sceptiques quant aux chances de l'accord de paix d'apporter la paix et la stabilité au Soudan du Sud, tant qu'un changement de cap radical n'aura pas été opéré. Loin d'apporter des modifications en profondeur au système politique de prédation au Soudan du Sud, l'accord de paix s'est révélé lui-même être un outil lucratif aux mains de la classe politique, en proie à des luttes de pouvoir. Les mises en garde sont devenues de plus en plus pressantes, au fur et à mesure que s'effritait l'unité des principaux signataires de l'opposition et que proliféraient les tractations personnelles, conclues hors des paramètres de l'accord de paix.

97. Les conséquences pour la population du Soudan du Sud sont désormais indéniables, alors que le cessez-le-feu est malmené de manière répétée dans une grande partie du pays, que les violences s'intensifient, que la violence liée au genre reste bien ancrée, que la perspective de la mise en place du Tribunal mixte pour le Soudan du Sud s'éloigne de plus en plus¹¹² et que les indicateurs humanitaires essentiels tendent résolument vers la mauvaise direction. Il faut agir de toute urgence afin de demander des comptes aux dirigeants du pays, non seulement pour progresser, sur le plan des objectifs établis, mais aussi concernant le sort du pays et de sa population.

IX. Recommandations

98. Compte tenu des violations persistantes du cessez-le-feu et de l'intensification de la violence infranationale au Soudan du Sud, le Groupe d'experts recommande de nouveau que le Conseil de sécurité maintienne l'embargo sur les armes établi sur le territoire sud-soudanais en application des paragraphes 4 à 6 de la résolution [2428 \(2018\)](#) du Conseil, renouvelé par la résolution [2577 \(2021\)](#).

99. Le Groupe d'experts recommande également que le Comité écrive à tous les États Membres voisins du Soudan du Sud afin : a) de leur rappeler de faire inspecter sur leur territoire tous les chargements à destination du Soudan du Sud, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de la résolution [2577 \(2021\)](#), et d'en faire part au Comité, qui n'a reçu aucun signalement au sujet d'une inspection par un État Membre, quel qu'il soit ; b) de réaffirmer et de préciser les procédures de dérogation énoncées au paragraphe 5 de la résolution [2428 \(2018\)](#), en mettant l'accent sur les formations à faire suivre aux membres des services de sécurité, comme énoncé au paragraphe 4.

100. Compte tenu de l'inquiétude du Conseil au sujet du détournement des ressources publiques, le Groupe d'experts recommande également :

a) que le Comité demande au Gouvernement sud-soudanais de désigner publiquement, détails à l'appui, un seul compte de produits pétroliers, conformément aux dispositions de la loi sud-soudanaise sur la gestion des recettes pétrolières et à l'article 4.8.1.2 de l'accord de paix ;

¹¹¹ Documents confidentiels.

¹¹² Voir annexe XXVII.

b) que le Comité écrive à toutes les sociétés recensées comme ayant acheté du pétrole brut au Gouvernement sud-soudanais depuis l'exercice 2015/16¹¹³ et les encourage à publier tout versement futur lié au pétrole au Gouvernement sud-soudanais, notamment dans le cadre des prêts garantis par le pétrole, conformément aux obligations de déclaration de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives¹¹⁴ ;

c) que, comme suite au paragraphe 3 de la résolution 2577 (2021), le Comité entende un exposé virtuel du Comité de contrôle de la gestion des finances publiques sur les efforts entrepris pour veiller à mettre à la disposition du public des informations en temps réel sur les recettes, les dépenses, les déficits et les dettes.

¹¹³ Voir annexe XXVIII.

¹¹⁴ La norme Initiative pour la transparence dans les industries extractives est référencée dans la loi sur la gestion des recettes pétrolières et au paragraphe 4.8.1.14.11 de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Voir <https://eiti.org/>.

X. Annexes

Annex I: Agreement Between the Sudan Peoples' Liberation Movement in Government (SPLM-IG) and the Sudan's Peoples' Liberation Movement/Army-In Opposition (SPLM/A-IO) Kit-Gwang on Status of Forces	25
Annex II: Joknyang Declaration (unofficial translation)	28
Annex III: 1st Lt. Gen. James Gattiek Diar, Gen Willam Gatjeth Deng and two other Generals meet President Salva Kiir Mayardit in Juba after defection from Kit-gwang to SSPDF, March 2022.	29
Annex IV: Press release issued by Joknyang Grouping on their Facebook page on 12 March 2022	30
Annex V: Trainees at Maple Training Centre, Western Bahr el Ghazal, March 2022	31
Annex VI: Agreement on type and size of the necessarily unified forces, 27 September 2018	32
Annex VII: Press release from SPLM/A-IO on the division of top command positions, 26 March 2022	33
Annex VIII: Appeal from SPLM/A-IO for Guarantors of Peace Agreement to intervene, March 2022	34
Annex IX: Aircraft used for transport of forced recruits in Lakes and Unity States	38
Annex X: SPLA-IO letter to Bentiu IDP camp's leadership seeking cooperation in identifying and moving deserters from the camp to Dingdin SPLA-IO cantonment site, 7 February 2022	39
Annex XI: Open letter from Bentiu IDP Youth Forum, 25 January 2022	40
Annex XII: Letter from sanctioned individual Santino Deng Wol (SSi.004) outlining request for a previous recruitment drive in Warrap State, 24 October 2018.	41
Annex XIII: Letter from Leer County Commissioner, Unity State, on coordinated attacks by armed youth on Koch and Mayendit Counties from 15 and 16 February 2022	42
Annex XIV: SPLM-IO Press Release suspending participation in security mechanisms, 22 March 2022.	43
Annex XV: Letter by Tambura County Commissioner Mathew Mabenge ordering the release three individuals implicated in Tambura violence, 28 February 2022	44
Annex XVI: Petition from local community to investigate the extrajudicial killing ordered by Warrap Governor Aleu, 20 November 2021	45
Annex XVII: Note Verbale issued by the Embassy of Uganda in preparation for a leaders' retreat to discuss and resolve outstanding disputes related to the R-ARCSS, 15 February 2022.	48
Annex XVIII: Joint Communiqué on the Visit of H.E. Abdel Fattah Al Burhan, Chairman of the Sovereign Council of Sudan, 18 March 2022	50
Annex XIX: Outstanding issues relating to the Rome Negotiations and Agreed Agenda of the Rome Initiative.	51
Annex XX: Government of South Sudan announces purchase of 150 police vehicles, 21 March 2022.	53
Annex XXI: APCs in possession of SSPDF Tiger Division in Juba, February 2022.	54
Annex XXII: Image of APCs under SSPDF control in Lakes State in December 2021.	56
Annex XXIII: Tygra Armoured Personnel Carriers	57
Annex XXIV: National Intelligence and Security Service (Ethiopia), "NISUC Graduates Senior Members of South Sudan Intelligence Officers"	60
Annex XXV: Training of South Sudan's National Security Service officers in Ethiopia, February 2022	61
Annex XXVI: Amendment to Agreement on oil and related economic matters between the Republic of South Sudan and the Republic of Sudan, dated 26 December 2016.	64
Annex XXVII: Press Statement by H.E. President Salva Kiir, 28 March 2022	65
Annex XXVIII: Companies known to have purchased cargoes of South Sudanese crude oil	70
Annex XXIX: Response of Angelo Davido to Panel, further to allegations in paragraphs 52	71
Annex XXX: Response of Patrick Zamoi to Panel, further to allegations in paragraph 50	75
Annex XXXI: Response of Jemma Nunu Kumba to Panel, further to allegations in paragraph 54	78

Annex I: Agreement Between the Sudan Peoples' Liberation Movement in Government (SPLM-IG) and the Sudan's Peoples' Liberation Movement/Army-In Opposition (SPLM/A-IO) Kit-Gwang on Status of Forces

AGREEMENT BETWEEN THE SUDAN PEOPLES' LIBERATION MOVEMENT IN GOVERNMENT (SPLM-IG) AND THE SUDAN PEOPLES' LIBERATION MOVEMENT /ARMY-IN OPPOSITION (SPLM/A-IO) KIT-GWANG ON STATUS OF FORCES

PREAMBLE

Whereas H.E. President Abdulfatah Elburhan Abdulrahman, Chairman of Sudan's Transitional Sovereignty Council issued his directions for facilitation of direct meetings between the Representatives of the Sudan Peoples' Liberation Movement-In Government (SPLM-IG) and Sudan People's Liberation Movement /Army -In Opposition (SPLM/A-IO) Kit-Gwang to discuss the issues under their mandate;

Whereas H.E President Salva Kiir Mayardit, General Simon Gatwech Dual and all other leaders of South Sudanese are fully cognizant of their historical responsibility at this crucial juncture of their country and determined to work together hand in hand for the sake of the South Sudanese people in pursuit of sustainable peace and stability;

Whereas the Parties shall be bound to all provisions of the Revitalized Agreement for Resolution of the Conflict in South Sudan (R-ARCSS);

Whereas the SPLM-IG and the SPLM/A-IO Kit-Gwang commend the continuous role played by the Government of the Republic of the Sudan in facilitating this process;

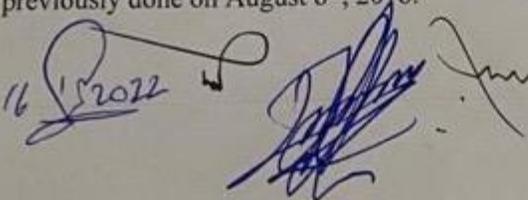
Whereas the Parties aware of the suffering of the people of South Sudan and their eagerness for realization of durable peace and stability in the country;

We the undersigned, representatives of the Sudan Peoples' Liberation Movement In Government (SPLM-IG) and the Sudan People's Liberation Movement /Army -In Opposition (SPLM/A-IO) Kit-Gwang met here in Khartoum- Sudan, thoroughly discussed, agreed and recommit as follows:

1. The Amnesty for SPLM/A-IO Kit-Gwang:

1.1. The President of the Republic of South Sudan shall issue the amnesty to the leadership and forces of SPLM/A-IO Kit-Gwang as previously done on August 8th, 2018.

16/5/2022



2. Permanent Ceasefire:

2.1. The Parties recognize and recommit themselves to the ceasefire as per Khartoum Declaration of Agreement of June 27th 2018 which came into effect on July 1st 2018. The parties shall further observe meticulously the said agreement throughout the Republic of South Sudan to ensure sustainable peace, facilitate operationalization of transitional Security Arrangements and the voluntary repatriation, resettlement, rehabilitation and reintegration of the returnees and internally displaced persons (IDPs).

3. Period of Implementation of the Agreement.

3.1. The parties agreed that the period for implementation of this agreement shall be determined by the respective Joint Security Committee which shall be formed immediately after the signing of this agreement; however it shall not exceed a period of three months. The committee shall meet to agree on its Terms of Reference, identifies the assembly areas at Manyo, Southern Malakal, Eastern Jonglei and other areas and receives lists and parade of SPLM/A-IO Kit-Gwang forces as well.

3.2. After redeployment or relocation of SPLM/A-IO Kit-Gwang forces from Magenis and following completion of the integration, police force shall be immediately deployed to provide protection and security services to the population in the area.

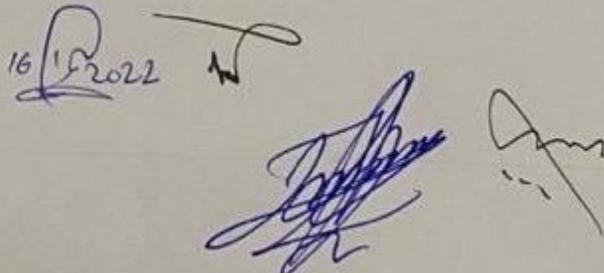
4. Establishment of Coordination Offices.

4.1. The SPLM-IG shall facilitate establishment of coordination offices in Juba, Malakal, and Bor towns to assist the processes of assembling and reintegration. These offices shall not be used for mobilization and recruitment purposes by the SPLM/A-IO Kit-Gwang.

5. Logistics.

5.1. The SPLM-IG shall provide the necessary logistics (food items and medicines) by the South Sudan Peoples' Defence Forces (SSPDF) through relevant mechanisms.

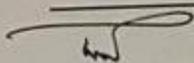
16/1/2022



6. **SPLM/A-IO Kit-Gwang High-Level Delegation to Juba.**

6.1. The SPLM-IG welcomes the visit of an advance high-level delegation of SPLM/A-IO Kit-Gwang to Juba, to further enhance trust building and ease operationalization of this agreement. SPLM-IG shall be responsible of the logistics involved.

Done Here in Khartoum, Sudan on this day 16th of January 2022 and signed by:

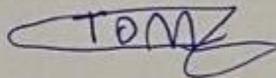


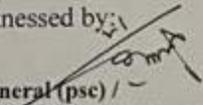
For the SPLM-IG
Hon. TUT GATLUAK MANIME
Presidential Advisor on National Security Affairs

For SPLM/A-IO Kit-Gwang 16/1/2022
General Simon Gatwech Dual
SPLM/A-IO KIT-GWANG Interim Chairman & C-in-C

For SPLM/A-IO Kit-Gwang
General Johnson Olony Thubo
SPLM/A-IO KIT-GWANG Deputy Interim Chairman & Deputy C-in-C

For SPLM/A-IO Kit-Gwang
General Thomas Mabor Dhoal
SPLM/A-IO KIT-GWANG Member of Military Supreme Council



Witnessed by:


General (psc) /
Shams-Eldien Kabashi Ibrahim
Member of Sudan's Transitional
Sovereignty Council

Annex II: Joknyang Declaration (unofficial translation)

REF: DECLARATION OF DEFECTION

Date: 04/02/2022

Press release! For immediate release!!!

With effect from today, I Maj. Gen. Tito Biel Wich luny would like to announce my defection from the SPLM/A-IO. There are quite variety of reasons behind this exercise.

To satisfy the sympathizers, some of the reasons for the exercise are;

1. Nepotism in the SPLM/A-IO leadership. We assert that SPLM/A-IO under the leadership of Dr. Riek Machar Teny lost direction, vision and command of the forces. The movement has transformed itself to a family run-enterprise citing Ziling Kek's denial of the promotion by former chief of staff Gen. Simon Gatwech Dual at various cantonment sites.
2. Downgrading. After joining the bush, the movement chief failed to follow the former SPLM protocol as the mean promotion process, many junior officials were promoted and jumped over me through random promotion.
3. Rush to judgement. When several officials defected previously, the haters of peace doubted and suspected me to have also defected without verification and clear evidence.
4. Rivalries over positions. The movement leadership from senior officials aimed at securing positions for self and forgetting all others who help them climb the hills at with them during the struggle. Many are left at the cantonment without being visited by one of the senior party representatives.
5. Political immaturity. Things here are taken personal, everyone has a different point of view in the way they look at things. Politically, even when you alternate someone's decision, you must not go head on head with each other. You must listen to the music even when you don't like the tune.

These are just some of the reasons that made me leave, anyone who reasons the same with my point of view can understand that I left for a reason. You'll have more to read on the official release that'll be posted public on other media groups.

Thanks

Maj. Gen. Tito Biel Wich. (Chairman and commander in chief of the Joknyang declaration.)

Annex III: 1st Lt. Gen. James Gattiek Diar, Gen Willam Gatjeth Deng and two other Generals meet President Salva Kiir Mayardit in Juba after defection from Kit-gwang to SSPDF, March 2022



Annex IV: Press release issued by Joknyang Grouping on their Facebook page on 12 March 2022



Joknyang Declaration Notification Chamber

16 March at 16:04 · 🌐



PRESS RELEASE.!! FOR IMMEDIATE RELEASE.!!!

16/03/2022.

The Joknyang Declaration administration notes with great concern the current escalation of violence in Biel Ganmachar and Tor Abieth. We offer condolences to the families of those killed in the recent fighting.

Joknyang Declaration calls for security monitoring bodies to extend the support of patrol in Biel Ganmachar & Tor Abieth. We call for that mandate authorised peace keepers to use all necessary means which include force when required in order to protect the two sides under the threat of physical violence.

We call on the SPLA-IO high command to order their forces who left Dingding & Chuor Chiengkuay to Kaljaak in order to wage several verbal attacks against our forces and return them to dialogue.

Finally! We call on the interim government of the Republic of South Sudan to call on SPLA-IO to cease reprisals and lend their SPLM political support to deescalate such premature measures. Peace.!!!

I remain;

Col. Sacristan Zoal Wal, Joknyang Declaration Spokesperson.

Annex V: Trainees at Maple Training Centre, Western Bahr el Ghazal, March 2022
Sourced from video of news interview



Annex VI: Agreement on type and size of the necessarily unified forces, 27 September 2018
 Sourced from the Transitional Security Arrangements Monitoring and Verification Mechanism

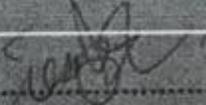


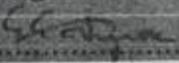
TYPE AND SIZE OF FORCES

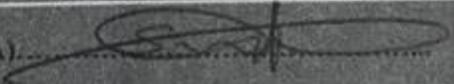
As per Article 2.1.11.4 the PCTSA workshop have agreed on the type and size of forces as tabulated below:

S/N	TYPE OF FORCES	SIZE		TOTAL	
		PHASE 1	PHASE 2		
1	Military	6 Divisions	5 Divisions	11 Divisions	60
2	National Security Service (NSS)	2 Divisions	1 Division	3 Divisions	15
3	National Police	13,000	12,000	25,000	13
4	State Police	45,000	42,000	87,000	43
5	Wildlife	12,500	12,500	25,000	12
6	Prisons	16,500	15,000	31,500	15
7	Fire Brigade	6,500	6,500	13,000	7

Note: Parties to PCTSA workshop recommend the importance of drawing the VIP protection unit from the first phase of the unified trained forces.

MG Rabi Mujung Ermanuel (TGoNU)..... 

MG Gatchor Gatluak Koryom (SPLA-IO)..... 

Simon Archangelo Ngbidigi (SSOA)..... 

MG Tahaq Abdulkarim Ibrahim..... 

TSAMVM Deputy Chairman..... 

Khartoum Sudan
 27 September 2018

Annex VII: Press release from SPLM/A-IO on the division of top command positions, 26 March 2022



SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM (IO)
GENERAL HEADQUARTERS



Press Release

On Friday March 25, 2022, President Salva Kiir Mayardit issued a Presidential Decree on the unification of command of the unified forces in which he relinquished three (3) positions of command in the military and two (2) in the National Police Service to the SPLM/A (IO) and SSOA. In his decree, the President also directed the Chief of Defense Forces and the Inspector General of Police to immediately implement his order. However, it is to be noted that this is a unilateral decision.

It is important to recall that on 27th September 2018, the parties agreed in the Khartoum Workshop as stipulated in the Agreement (Art. 2.1.11) that the size and composition of the forces shall be based on the ratio of 50 percent for ITGoNU and 50 percent for the opposition. Following the Khartoum workshop, IGAD and RJMEC convened 2 subsequent workshops of joint Security Mechanisms in Juba on 10th-11th May 2019 and 9th September 2019 which reaffirmed the 50:50 ratio. However, President Salva Kiir Mayardit reneged on these agreements which prompted the guarantors to intervene to resolve the matter. A dialogue is ongoing and the parties have not yet reached an agreement on the unification of command.

In light of the above, the SPLM/SPLA (IO) Political Bureau would like to state the following:

1. The unilateral decision by President Salva Kiir is a violation of the R-ARCSS, and it is a clear rejection of the on-going mediation process by the Republic of the Sudan, Chair of IGAD.
2. The SPLM/A (IO) condemns and rejects the unilateral decision.
3. SPLM/A (IO) is committed to the on-going mediation to resolve the matter.

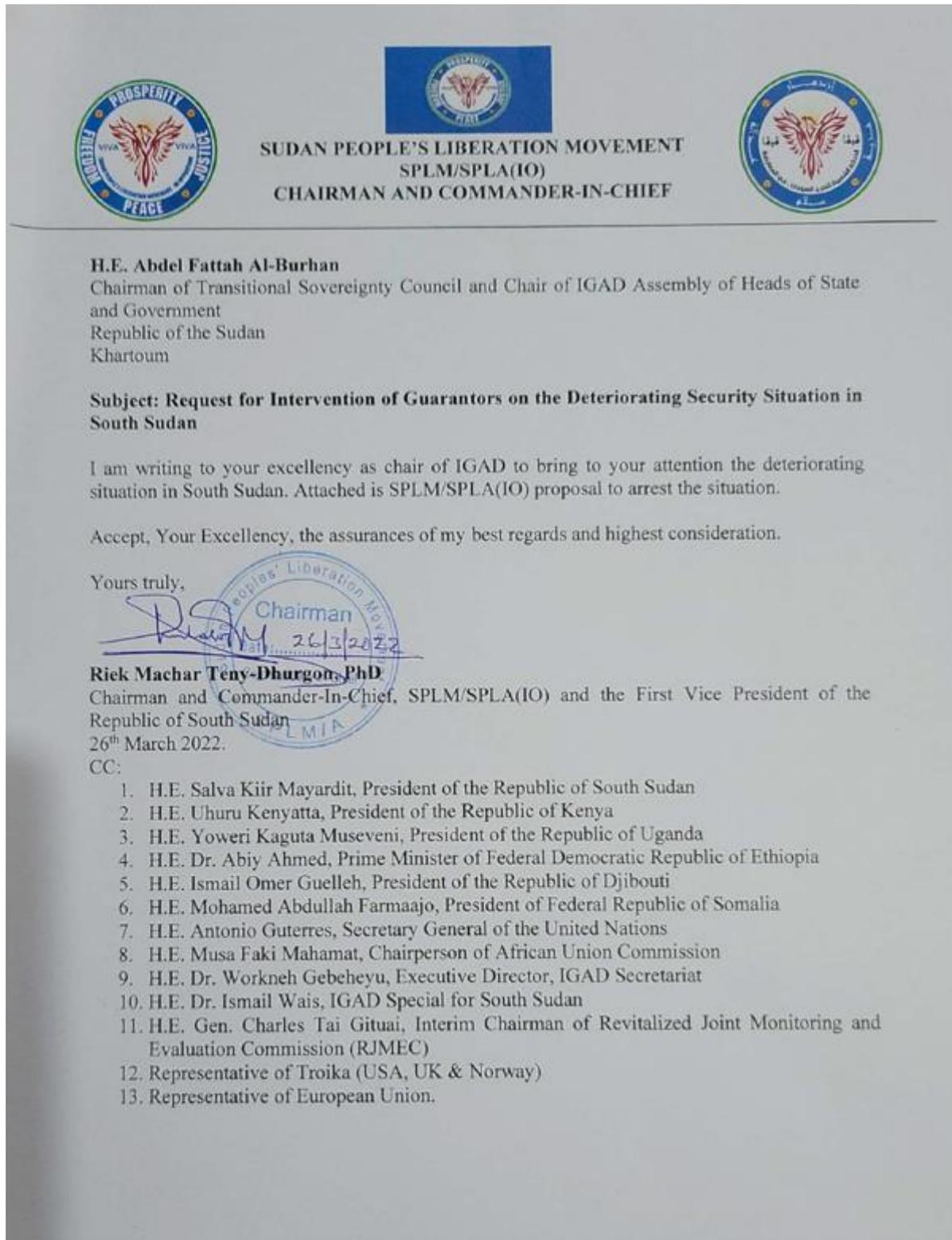
In conclusion, the SPLM/A (IO) reiterates its commitment to the full implementation of the Agreement in both letter and spirit and looks forward to IGAD mediation to intervene in this matter.

Signed,



Riek Machar Teny-Dhurgon, PhD
Chairman and Commander-in-Chief, SPLM/SPLA (IO) and The First Vice President of the Republic
26th March 2022.

Annex VIII: Appeal from SPLM/A-IO for Guarantors of Peace Agreement to intervene, March 2022





**SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM (IO)
GENERAL HEADQUARTERS**



**SPLM/SPLA(IO) Position on Recommitment to Cessation of Hostilities Agreement and
Permanent Ceasefire and Security Arrangements**

The security situation in South Sudan has been deteriorating for the last few months. The systematic and persistent attacks by the SSPDF on cantonment sites, training centers and other positions of SPLM/A (IO) around the country is evident of such a deterioration and it is now a matter of serious concern. The latest of these attacks took place in Kaljaak and Mirmir in Unity State; Kuer keem, Wangkuerbi and Jiokow in Maiwut County and Wech Lual, Guol and Biot in Longechuk County of Upper Nile State.

On 24th March 2022, the SSPDF through its spokesperson, Maj. General Lul Ruai Koang, declared to its ranks and file and to the general public that the SSPDF is officially at war with the SPLM/A (IO) (press statement attached). Consequently, the SSPDF has intensified its attacks on the SPLM/A (IO) positions following that declaration. It should be noted that these actions, among others, constitute clear violations of the Cessation of Hostilities signed on December 21, 2017 and Permanent Ceasefire Agreement signed on June 27, 2018.

The security arrangements is the backbone of the Agreement and therefore must be fully implemented. The eight (8) month Pre-Transitional Period was extended twice (first by 6 months and then 100 days), bringing it to seventeen (17) months in total. Two years into the transitional period, we still have not implemented the pre-transitional tasks, particularly the security arrangements (the unification and graduation of forces) Article 2.2.1. These were supposed to be the prerequisites for the formation of the RTGoNU. The SPLM/A (IO) reluctantly agreed for the formation of RTGONU before the graduation of the unified forces hoping that once in government, we might help to generate the political will and encourage our partner to prioritize the implementation of the agreement, but this has not been the case.

On Friday March 25, 2022, President Salva Kiir Mayardit issued a Presidential Decree in which he stated to have relinquished three (3) positions of command in the military and two (2) in the National Police Service to the SPLM/A (IO) and SSOA. This was a unilateral decision on his part. [See SPLM/A (IO) press release]. This, coupled with the declaration of war by the Spokesperson of the SSPDF on 24th March (see press release) has clearly demonstrated not only the lack of political will to implement the Agreement but the intention to abrogate it, from the part of our partner, ITGONU.

The SPLM/A (IO) sees no alternative to R-ARCSS to bring stability and peace in the country. The people of South Sudan are already suffering from economic hardships and insecurity. Therefore,

RMTD



we request, as a matter of urgency, the intervention of IGAD and other international partners to prevail on President Salva Kiir not to take this country back to war (Article 1.4.2.).

The SPLM/A (IO) is proposing the following as the way forward, focusing on ending the current escalation of violence;

1. There must be an immediate ceasefire and withdrawal of the SSPDF from the areas forcefully taken from the SPLM/A (IO) namely; Mirmir, Wath-Thiech, Joknyang in Unity State, Turu, Jlokow in Upper Nile State and all other areas violently occupied by the SSPDF in violation of the CoHA signed on December 21, 2017 and the Permanent Ceasefire and Security Arrangements. (Article 2.1.)
2. There is an urgent need to investigate all violations of the Cessation of Hostilities Agreement, beginning with the most recent ones, and ensure that those responsible are held accountable.
3. The SSPDF must immediately desist from executing its pending planned attacks on SPLM/SPLA(IO) cantonment sites and training centers throughout the country.
4. The ITGoNU must immediately stop facilitation of military defections as these undermine the Security Arrangements in Chapter 2 of the R-ARCSS (Article 2.1.).
5. The SSPDF must refrain from offensive, provocative and hostile propaganda, recruitment from cantonment and training centers, mobilization, deployment and movement of forces.
6. The SSPDF must ensure that all forces under their command or influence should comply with the provisions of CoHA, Permanent Ceasefire, and Transitional Security Arrangements.
7. The SSPDF must ensure that demilitarization of major cities and towns is carried out with immediate effect.
8. IGAD is urged to urgently intervene and resolve the stalemate on the unification of command which should pave way to the graduation of the Necessary Unified Forces (NUF) that have been under training for the last three years.
9. Graduation of forces that are currently in the training centers must be carried out with immediate effect.
10. Organization of Phase 2 must be carried out as a matter of urgency so that there is no gap between the graduation of the NUF and the commencement of the training of the members of forces in Phase 2.
11. Financial incentives must equally be provided to all the trainees and instructors in the training centers as opposed to the current practice of paying only ITGoNU components.
12. Food, shelter and medicines for the cantonment sites and Training Centers must be sufficiently provided for a decent wellbeing of the forces.
13. National Transitional Committee (NTC) must be revamped and restructured to guarantee its effectiveness in carrying out its mandate of coordination and facilitation of the implementation of the Agreement. It is envisaged that such an overhaul shall ensure that the current role of the leadership of the NTC in recruiting and facilitating defections, using funds meant for the implementation of the Agreement, is halted so as to save the Peace Agreement from collapsing.

RHTD

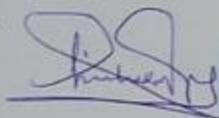


14. Funding to and disbursement of funds from NTC should be made adequate for the task, regular and transparent.
15. The ITGONU to refrain from the use of state media against other peace partners and avail political and civic space to enable the freedom of expression and association.
16. Last but not least, the ITGoNU must demonstrate political will by actions and respect the R-ARCSS as the roadmap to addressing the root causes of the conflict. It must therefore recommit itself to the implementation of the Agreement in both letter and spirit.

The details of the proposed way forward should be discussed by the parties under the auspices of the IGAD mediation.

Finally, SPLM/SPLA(IO) reiterates its commitment to full implementation to R-ARCSS.

Signed,



Riek Machar Teny-Dhurgon, PhD
Chairman and Commander-in-Chief, SPLM/SPLA(IO)
Juba, South Sudan
26th March 2022.

Annex IX: Aircraft used for transport of forced recruits in Lakes and Unity States

Confidential first-hand source

Aircraft identified as South Sudanese commercial charter plane operated by South Sudanese company Tor Air Aviation



Lakes State, July 2021



Rubkona airstrip, Unity State, January 2022

Annex X: SPLA-IO letter to Bentiu IDP camp's leadership seeking cooperation in identifying and moving deserters from the camp to Dingin SPLA-IO cantonment site, 7 February 2022

DATE: 02/02/2022

TO: Hon. THAYAK WITEYAK
C-H-C
R/ CAPT. GATLUOK BOL -
R/ CAPT. BOL YOH
BEST REGARDS

1 - FOR YOUR INFORMATION THAT, KINDLY ESTEEMED OFFICE TO REQUESTING ABOUT SOLDIERS WERE IN IDP CAMP. ALL WE WANT THEM TO BE REPORT THEMSELVES TO DINGIN CANTONMENT SITE WHEN THERE IS ANY PERSON WANT TO GO POC FOR HIS WORK SHH BECK RETURN WITH DOCUMENT NOTED. (2) THE ABOVE IS FOR YOUR ACKNOWLEDGEMENT. NB. PLUS THOSE WHO WERE WORKING IN ORGANIZ. AND LET THEM REPORT THEMSELVES TO THIS END.



SIGN.
BRIG. Gen. JAMES KUEN PUOT TOT -
SECTOR 2 CHIEF FOR M-1 SPLA-IO

Annex XI: Open letter from Bentiu IDP Youth Forum, 25 January 2022



BENTIU IDP YOUTH FORUM

SECTOR 2 BLOCK 12 (YOUTH CENTRE OFFICE)

Youth forum's office

DATE 25/1/2022

Ref: Press statement on the rampant arrest and child adoptions in IDP camp by the forces

The leadership of the youth forum would like to condemn the rampant arrest and child adoptions by the army forces in IDP camp, pupils, students are being taken out to unknown locations without the notice of their parents therefore we call upon the legal authorities to take precautions in stopping the concern by the youths in IDP camp since it's an ongoing process now for couple of weeks, we also call upon the peace mediators, media houses to explore it out to the authorities concern to be aware of the evil practice exerted on the communities living in IDP camp Bentiu

Youth forum comprises of thirty two youth groups and its establishment in 2016 was aiming at advocacy on the issues facing youth in IDP camp therefore as we continue receiving the complaint from the various groups pertaining the rampant arrest and adoptions of school pupils who are supposed to be concentrating by now at their various studies in IDP is noted as a major threat since most of the students are undergoing through a difficulty moment and others gone missing due to the same reasons so we urge all the youths, Community Leadership, Humanitarian partners, communities themselves to take their time in reporting any case pertaining raise concern by the youths to the center for more documentations and follow up of such cases happening if at all.

The youth leadership are ready for any concern and issues affecting peace and unity in IDP camp and must be raised to the concern authorities without compromise

Thank for reading and advocating as well for this concern threat.

Chairman of the youth forum

Kalany bolies kueth

SIGNATURE.....

CONT. 0110078697

0929352831

0917078697



Annex XII: Letter from sanctioned individual Santino Deng Wol (SSi.004) outlining request for a previous recruitment drive in Warrap State, 24 October 2018

- 57 -

From: Ground force com DATE 24/10/2018
 To: mas-Gid manyang nung, mobilization com
 WARRAP STATES
 info: mobilization com GOGRAL STATE
 info: TIGER DIV- com
 info: Governor GOGRAL STATE
 info: " TWIC STATE
 info: " TONS STATE
 info: SSPDF

045/10/2018 @ But all your team of mobilization
 in Greater WARRAP STATE AND GOGRAL STATE AND
 TWIC STATE, ACCORDING TO THE DOCUMENT I PRODUCED
 TO YOU, TO MOBILIZE ALL OUR SSPDF OLD SOLDIERS
 AND ASSEMBLE THEM IN ONE PLACE @
 IN THIS MOBILIZATION OF OUR SCATTERED SOLDIERS
 OVER ALL AREAS OF Greater WARRAP-ELGAZAL, NOW
 ANY COW OR BURR SHALL BE TAKEN FROM ANY
 SOLDIER FOUND AND HIS HOME @
 REGARDING RECRUIT, NO ANY YOUNG MEN SHALL BE JOIN
 ARMY EXCEPT THE PEOPLE MUST COME BY HIMSELF
 TO RECRUITED IN ARMY @
 REGARDING PROBLEM OF FOOD TO YOU, WE ARE
 WORKING ON IT TO FIND A CONTRACTOR WHO WILL
 SUPPLY YOUR FOOD @

ABOVE IS FOR YOUR INFORMATION

Taby GH
 Na by mnd
 DATE 25/10/2018

Annex XIII: Letter from Leer County Commissioner, Unity State, on coordinated attacks by armed youth on Koch and Mayendit Counties from 15 and 16 February 2022

 Republic of South Sudan
UNITY STATE - BENTIU
LEER COUNTY
Commissioner's Office 

Ref: U.S.:B.L.C Date: 17/Feb/2022

To: Lt. Gen. Hon. Dr. Joseph Manyuil Wejang
Governor, Unity State
Through: Acting Governor and State Minister of Local Government and Laws Enforcement Agencies.

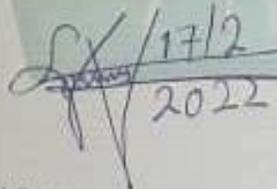
Subject: Coordinated Attacks by Armed Youths from Koch and Mayendit Counties on 15/Feb/2022 and 16/Feb/2022.

On Monday 14/Feb/2022, both commissioners of Koch and Mayendit Counties have held meeting at Mir Mir Payam of Koch County. After their meeting, at late evening of 15/Feb/2022, armed Youths from Koch start attacking villages name; Booth, Lual, Pading. In those areas they burn houses, set Lual hospital into Fire, Rapping Women and Girls, and looted all properties.

On 16/Feb/2022 morning around 4am, armed youths from Mayendit county attacked place called Guat, Tuak, Kur, Gueny, they were Rapping Women and Girls, Burned the houses, and looted all properties for Livelihoods. And at the same day over 200 armed Youths from Koch County attacked Padeah also burned houses, Rapping women and Girls, looting properties. Then those Youths from both Counties advanced toward Bow and Leer Town. After that Youths from Leer County start confronting those Youth of Koch and Mayendit.

The confirmed number of casualties:

- 12 deaths
- 11 wounded
- 4 people missing
- 1 old woman burned inside house at place called Guat.

Reported By  /17/2
2022



Hon. Stephen Taker Riak Dong
Commissioner, Leer County

+211 912307999 | +211 912549216 | +211 912597777 | +211 926888580
Leer County - Unity State, RSS | takerriakstephen@gmail.com

Annex XIV: SPLM-IO Press Release suspending participation in security mechanisms, 22 March 2022





**SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM (IO)
GENERAL HEADQUARTERS**

Press Release

The SPLM/SPLA(IO) Political Bureau (PB) met on Tuesday 22nd March 2022 to discuss reports from SPLM/SPLA(IO) security mechanisms components namely JDB, JTSC, JMCC, SDSR Board, CTSAMM, SSM as well as the National Transitional Committee (NTC) and Reconstituted Joint Monitoring and Evaluation Commission (RJMEC). The PB evaluated and noted the dysfunctionality of these mechanisms in the implementation of the Agreement (R-ARCSS).

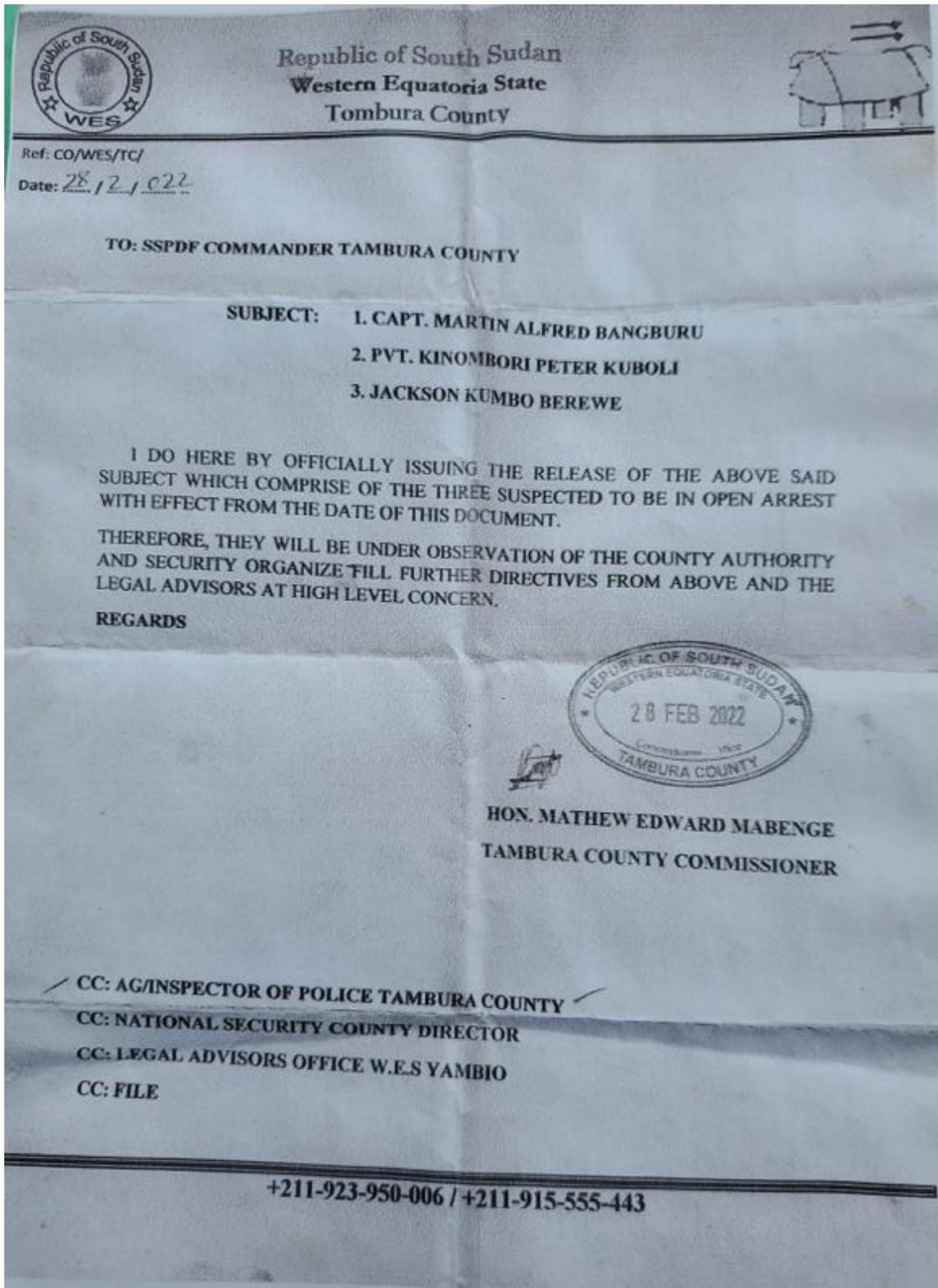
Deeply concerned by the ongoing attacks on SPLM/SPLA(IO) cantonments and Training Centers in Kaljak and Mirimir in Unity State and in Jekou in Upper Nile State, the PB approved the suspension of participation of SPLM/SPLA(IO) in the security mechanisms' meetings pending the resolution of the issues raised, at the political level.

In conclusion, the Political Bureau condemns in strongest terms possible the systematic attacks of the SPLM/SPLA(IO) forces and reiterates its continuous commitment to full implementation of the R-ARCSS.

Signed, 

 Chairman
 Date: 22/3/2022
 Riek Machar Teny-Dhurgon, PhD
 Chairman and Commander-in-Chief, SPLM/SPLA(IO) and the First Vice President of the Republic.
 22nd March 2022

Annex XV: Letter by Tambura County Commissioner Mathew Mabenge ordering the release three individuals implicated in Tambura violence, 28 February 2022



Annex XVI: Petition from local community to investigate the extrajudicial killing ordered by Warrap Governor Aleu, 20 November 2021



APUK PADOC COMMUNITY IN JUBA



Date: 20th Nov, 2021

**To: Acting Chairperson of South Sudan Human Rights Commission (SSHRC)
Hon. Justice Nyuol Justine Yaac.**

SUB: PETITION AGAINST GOVERNOR OF WARRAP STATE, HON. ALEU AYIENY ALEU OVER EXTRA JUDICIAL KILLING OF TWO INNOCENT PERSONS FROM APUK-PADOC COMMUNITY ON DATE 12TH NOV, 2021.

Dear Hon,

With due respect and honor, we are hereby writing to your esteemed office for the above mentioned subject. Below is the summary of what had transpired:

1. On 9th Nov, 2021, three persons by names;
 - A} **Majok Mawan Thuc Lual**
 - B} **Dol Manyang Dol**
 - C} **Lual Gur Abui**

They were found taking tea at Awul market, Tonj North County upon their coming from Akop Payam (Apuk-Padoc area).

An hour later, a notorious officer by name Capt. Madut Akol Lual who is in charge of Special Forces stationed at Awul came in with a Toyota pickup full with soldiers sieged and arrested them, took them to nearby forest according to eyewitness. They were seriously tortured and forced to accept false accusations of being thieves.

Therefore, notorious officer Capt. Madut Akol Lual informed the Governor of Warrap State, that he captured thieves; immediately Governor Aleu gave order to Capt. Madut Akol Lual on phone call while in Juba to execute gubernatorial

1

Tel: +211 925 555 812
+211 911 831 111

Email: apcinjuba@gmail.com



Location: Juba- Soth Sudan

2. On 12th Nov, 2021, Capt. Madut Akol Lual fired squad two persons by names **Majok Mawan Thuc Lual and Dol Manyang Dol**, (their photos are attached in Military Uniforms and nakedness after being killed), but **Lual Gur Abui** was cut-off from rope when these two guys were shot. He still alive but in half dead condition in prison of their custody.

Look, how wrong the procedures were made;

A) The execution of these two innocent citizens was unfair and amounted to extra Judicial killing which is against the supreme law of the country?

B) The victims were not taken to court of law, so that they are convicted based on whatever crime they might committed.

C) Our brothers were being accused of theft yet no materials evidence was found in their hands (**cow, money, goat/sheep, chicken or foodstuff**)

D) Given the fact that these victims were soldiers of **Division 11, based in Majak-Tiit Military Division HQRS**, Warrap State, thus, Division authorities were not informed.

D) The parents and the Executive Chiefs of the victims were not informed.

E) The victims were humiliated at the last minutes of their execution by stripping them naked of their Military Uniforms, thrown at the roadside, the families of victims were also denied the right to take the remains for burial.

Therefore, we believed such actions are inhuman, and sectional oriented policies. This is a small kind of cold war from Governor Aleu by targeting Apuk-Padoc Community using his powers of Governorship. Where in Transitional Constitution of Republic of South Sudan of 2011, which allowed innocent people to be fire squad?

Our recommendations and way forward:

We members of Apuk-Padoc Community within and Diaspora do hereby appealing to your Commission to do the followings;

1. We are requesting your Commission to fully investigate the matter by forming the independence committee of inquiry to visit the area of incidence to witness and investigate the real matter on the ground.
2. We are appealing to your commission to engage the authority concern to lift the immunity of Governor Aleu in order to stand trial.

2



3. We are appealing to human Rights Commission to rescue the life of remained survivor Mr. Lual Gur Abui to be given legal service i.e. Visitation by family members, arranged him in court of law and counsel him of trauma.
4. We are also appealing to your office to engage authority concerned to apprehend the accused Capt. Madut Akol Lual, who executed the gubernatorial orders on phone.
5. We requested the withdrawal of special forces in Awul Payam of Tonj North County, which is being manipulated and turned sectional against one community of greater Akop – particularly Apuk-Padoc - as **Awul** is the only Payam in Tonj North County with military base.
6. Find the attached photos of the deceases before and after killing.

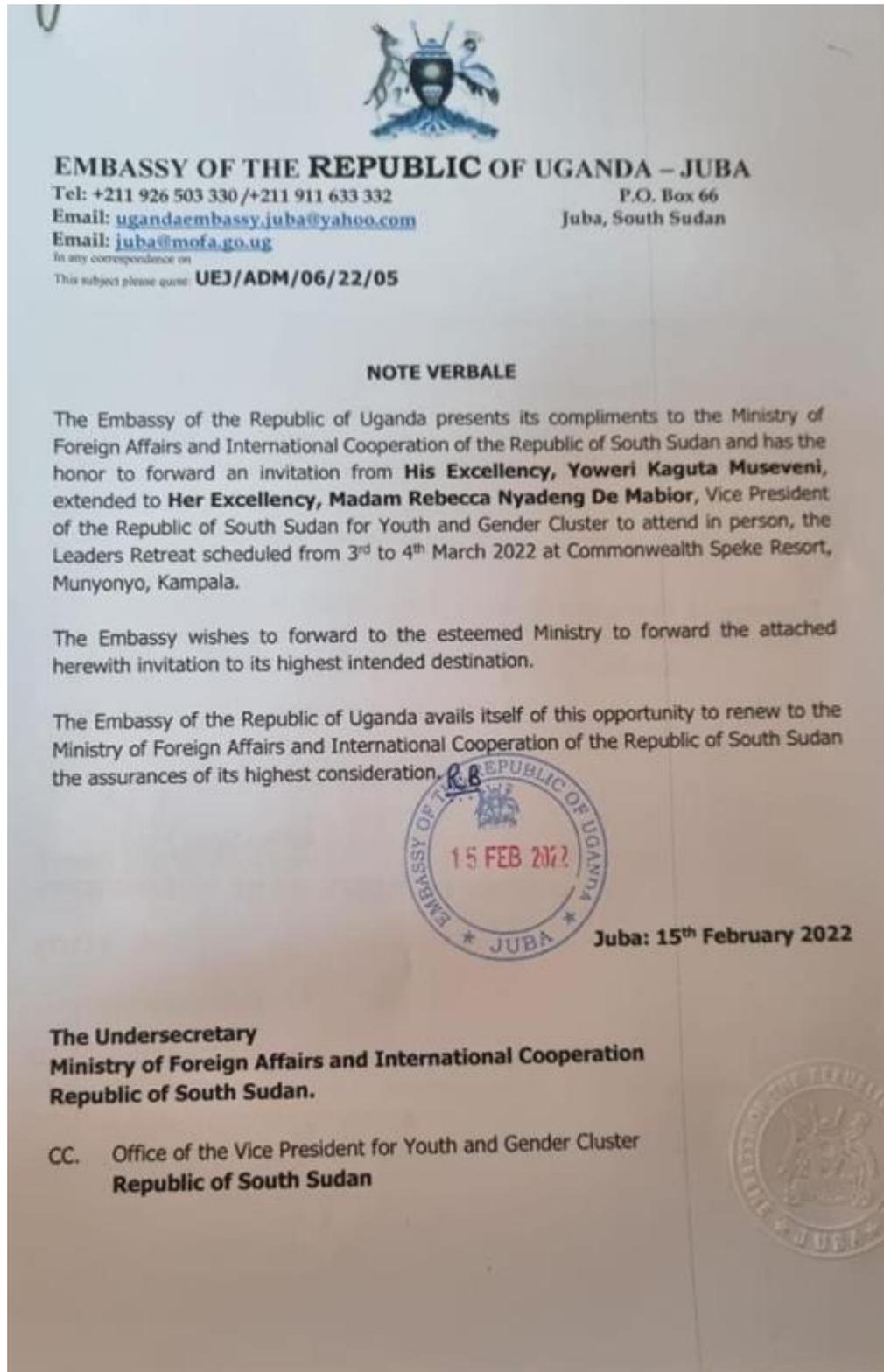
Therefore, we members of Apuk- Padoc community, kindly appealing to your commission to let justice prevail now; since **“justice delay, justice deny”**.

Below is the list of people who signed this petition.

Thanks.



Annex XVII: Note Verbale issued by the Embassy of Uganda in preparation for a leaders' retreat to discuss and resolve outstanding disputes related to the R-ARCSS, 15 February 2022





THE REPUBLIC OF UGANDA

Your Excellency,

I extend warm and fraternal greetings to you and the people of South Sudan.

The Government of the United Kingdom, Norway, and Wilton Park are organising a "Leaders Retreat" for the Leaders of the Republic of South Sudan. Accordingly, they have requested me to convene the Leaders Retreat as the Guarantor to the Peace Process.

The Leaders Retreat will help us discuss and resolve the critical outstanding challenges impeding the implementation of the Peace Process.

I, therefore, take this opportunity to invite you to attend in person, the Leaders Retreat that will take place from 3rd to 4th March, 2022 at the Commonwealth Speke Resort Munyonyo, Kampala.

I look forward to receiving you in Kampala.

While wishing you a Prosperous New Year, please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Yoweri Kagame Museveni

PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF UGANDA

PO/11

10th February, 2022

Her Excellency Madam Rebecca Nyandeng De Mabior
**VICE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SOUTH SUDAN FOR
YOUTH AND GENDER CLUSTER**

Annex XVIII: Joint Communiqué on the Visit of H.E. Abdel Fattah Al Burhan, Chairman of the Sovereign Council of Sudan, 18 March 2022



Joint Communiqué on the Visit of H.E. Abdel Fattah Al Burhan, Chairman of the Sovereign Council of Sudan to the Republic of South Sudan

1. The Ministers of Foreign Affairs of the Republic of South Sudan and the Republic of Sudan have the honor of issuing this joint communiqué on behalf of their respective Heads of State, H.E. President Salva Kiir Mayardit and H.E. President Abdel Fattah al-Burhan, after their meeting in Juba on March 18th, 2022 concerning regional peace and security.
2. As a guarantor of the South Sudan Revitalized Agreement on the Resolution of the Conflict in South Sudan (R-ARCSS), H.E. President Burhan submitted to President Kiir a proposal for the unification of the necessary unified forces, including the command structure, for the SSPDF, SPLA-IO and SSOA. President Kiir welcomed the proposal as reflecting President Burhan's military acumen and his commitment to lasting peace in South Sudan.
3. With this essential security sector issue agreed upon, the Presidents turned to South Sudan and Sudan's bilateral relations. With peace and security as prerequisites to socio-economic advancements, the Heads of State committed to establishing and extending stability nationally and regionally across the Horn of Africa. They expressly agree to focus on cooperation along the borders of our two independent republics.
4. As a starting point for this cooperation, Presidents Salva Kiir and H.E. Abdel Fattah al-Burhan agreed to set a model of peace through the development of unitized oil fields, including in the Abyei area. They have charged their respective Foreign Ministries to operationalize committees for cross-border development that will elaborate the details of this cooperation to rebuild the historic bridges between our countries.
5. The Presidents take this opportunity to encourage the citizens of South Sudan and Sudan to make our diversities become a source of enrichment and strength for both countries. South Sudan and Sudan will revive the ancient economic, political and cultural cooperation that made our Nile Valley civilizations prosperous as far back as the Kushite Kingdom, which unites our people in a common origin.
6. *Done on the 18th of March 2022, in Juba, South Sudan.*

--- End ---

Annex XIX: Outstanding issues relating to the Rome Negotiations and Agreed Agenda of the Rome Initiative

In Panel interviews with leading opposition figures, several key areas of ongoing disagreement were outlined and identified as obstacles to progressing negotiations with the Government.

1. The nature of the conflict: Disagreement on whether the root cause of the South Sudan conflict is political or ethno-political. SSOMA views the conflict in South Sudan as ethno-political and wishes for it to be described in these terms

2. Borders and boundaries: Disagreement over whether 1 January 1956 Administrative Borders (acknowledged in the 2011 constitution) should be used as the reference to resolve internal border disputes, and over the role of chiefs in resolving land and boundary issues

3. The constitution-making process: Disagreement over who should ratify a new permanent constitution. For SSOMA, the Constitution must be subjected to a popular referendum, while the Government wishes for the Transitional National Legislative Assembly to ratify.

4. Security Arrangements: SSOMA wishes to create a new security sector in South Sudan, drawn from all the 64 tribes. The Government wishes to adhere to article 2.2.1 of the peace agreement for security arrangements.

Agreed future agenda for the Rome Initiative

After convening in Rome, under the auspices of the Community of Sant'Egidio, from 15th to 18th of July 2021, the RTGoNU and the SSOMA Real SPLM and SSOMA SSUF/A, agreed as follows:

First meeting – September 2021

Considering that no military solution can bring lasting peace and stability (DOP 1 and 2) to the country, security sector reform (DOP 12 and 13) will be addressed in order to guarantee security for all and enhance the trust among the parties.

Security sector reform:

1. Organization and restructuring of defense, other organized forces, national security, and law enforcement agencies on non-partisan and non-political basis.
2. Division of tasks and responsibilities among the different defense forces, other organized forces, national security service, and law enforcement agencies.
3. Participation to the transitional security architecture and arrangements.

Political and governance (DOP 3)

1. Coexistence in a multi-ethnic state (DOP 4 and 5).
2. Federalism (National, state, and local governance arrangements and physical arrangements).
3. Referendum for the constitution.
4. Addressing the issue of the social contract between the people and the state.
5. Land issues and land grabbing (DOP 9).

Second Meeting – October 2021

Economic and Social Issues

1. Anti-corruption and accountability system of management of national resources (DOP 8)
2. Impact of oil production and other resources and sustainability.
3. Economic recovery plan, resettlement of refugees and IDPs as a peace dividends.
4. Sharing of oil and other resource revenues (DOP 10).
5. Labor, public service, and social justice.

Justice:

1. Truth and reconciliation commission (DOP 11).
2. Amnesty and Transitional justice.
3. National census and elections.

Third Meeting – November 2021

1. Peace agreement between SSOMA SSUF and Real SPLM with R-TGoNU.
2. Implementation matrix of the agreement
3. Constitutional making process

The Community of Sant'Egidio will propose a roadmap about humanitarian issues during one of the aforementioned three sessions.

Done in Rome, Italy on 18th July 2021

For the RTGoNU



For the SSOMA SSUF/A and Real SPLM



For the Community of Sant'Egidio



Annex XX: Government of South Sudan announces purchase of 150 police vehicles, 21 March 2022

 **Government Of South Sudan** 15h · 

Government Of South Sudan purchases over 150 new vehicles for the police forces



 47  13 comments  8 shares

Annex XXI: APCs in possession of SSPDF Tiger Division in Juba, February 2022
Retrieved from video of news broadcast announcing their deployment to Warrap State.





Governor Aleu Ayieny Aleu pictured with APCs in Juba, stating in the interview that they are to be deployed to Warrap, February 2022



Annex XXII: Image of APCs under SSPDF control in Lakes State in December 2021
Sourced from video of news broadcast dated December 2021



Annex XXIII: Tygra Armoured Personnel Carriers

The Panel has not been able to determine where the armoured personnel carriers procured by South Sudan in 2021 and 2022 were sourced from. The Panel has assessed, however, that they most closely resemble the “Tygra” model which has also previously been identified in both Libya¹¹⁵ and Kenya.¹¹⁶

There are some minor variations across the vehicles observed in South Sudan, as well as between these and images supplied by various manufacturers. According to manufacturers, however, there are multiple models of the Tygra, which is developed as a modification of the Toyota Landcruiser chassis.

While some minor variations can be identified, the Panel considers that the APCs observed with the South Sudan National Police Service in Juba (annex XX) and with the SSPDF Tiger Division in Juba (annex XXI) are likely the 2017 or 2018 model, while at least one of the vehicles identified in Lakes State (annex XXII) may be an earlier model.



Original Tygra model , as depicted by one manufacturer



2017 Tygra model, as depicted by one manufacturer

¹¹⁵ UN Panel of Experts on Libya, Final Report, June 2017, (S/2017/466)

¹¹⁶ Defence Web, “Kenyan police acquire Tygra APC,” 17 July 2018: <https://www.defenceweb.co.za/land/land-land/kenyan-police-acquire-tygra-apc/>



2018 Tygra model, as depicted by one manufacturer

Source: Mezcal Security Vehicles: <https://www.mezcalarmor.com/Armored-Personnel-Carriers/>
Images are for reference only, as the Panel has not identified the supplier of the vehicles to South Sudan.

Minor variations can be identified between supplier images and vehicles observed in South Sudan



Vehicles identified in South Sudan

Tygra models as depicted by various manufacturers



Lakes State, South Sudan



Manufacturer image

Annex XXIV: National Intelligence and Security Service (Ethiopia), “NISUC Graduates Senior Members of South Sudan Intelligence Officers”



**NATIONAL INTELLIGENCE
AND SECURITY SERVICES**

[Welcome](#) [About Us](#) [News](#) [Publication](#) [Youth Zone](#) [Archive](#)

NISUC Graduates Senior Members of South Sudan Intelligence Officers



LATEST NEWS

- NISUC Graduates Senior Members of South Sudan Intelligence Officers
- NISS expresses Readiness to Ensure Peaceful Celebration of New Gov't Inauguration Day
- NISS says it has successfully foil National Security Threats targeting on the Ethiopia
- Intelligence and Security Chief vows to eliminate terrorist groups, their credits from Ethiopia
- Taskforce Apprehends 57 Suspects for Economic Sabotage, Money Laundering to Support Terrorist TPLF, Shere
- NISS says federal, regional governments team up to neutralize TPLF soon
- Security Agencies commend Stakeholders' Contribution for Peaceful Election
- Intelligence, Security organizations underway consultation and pass different resolutions on Current security situations
- Ethiopia, Russia agree to bolster cooperation in Intelligence, Security Sectors

National Intelligence and Security University College (NISUC) has trained and graduated senior Intelligence officers of South Sudan National Security Service in fields of Intelligence and security .

It is part of the National Intelligence and Security Service (NISS) and its South Sudan counterpart the National Security Service (NSS) agreement to collaborate in areas of regional security issues and capacity building disclosed during the graduation ceremony.

Director General of NISS, Temsgen Tiruneh speaking at the graduation Ceremony that Ethiopian and South Sudanese Intelligence and Security Services were jointly undertaking activities to exchange information, counter terrorism , control trans boundary crimes , protect illicit financial flows and maintaining the regional peace and security based on previous agreement between two organizations.

According to the Director General, NISS has strengthen its cooperation with different regional, continental and International security and intelligence agencies to jointly avert security threats. The successful accomplishment of the training of south Sudanese National Security members indicates the strong cooperation of both countries, the Director General stated. He also calls South Sudanese graduates to make practical the experience acquired during the training.

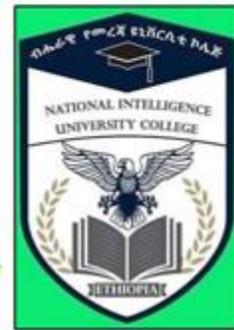
The Director General also expresses that exerted efforts has continued to make the National Intelligence and Security University College (NISUC) a center of excellence for Intelligence, security and strategic fields of studies in East Africa and whole African Continent. Other african countries also increase their demand to train officers in NISUC , he underscored.

Annex XXV: Training of South Sudan's National Security Service officers in Ethiopia, February 2022

Director General Temsgen Tirunch (NISS, Ethiopia) and Director General Akol Koor Kuc (National Security Service, South Sudan)







Annex XXVI: Amendment to Agreement on oil and related economic matters between the Republic of South Sudan and the Republic of Sudan, dated 26 December 2016

2. Article 4.4.1 of the Original Agreement shall be amended to read as follows:

The GoRSS shall transfer to the GoS a finite sum of three billion and twenty eight million United States Dollars (USD 3.028 Billion) as a transitional financial arrangement (TFA) which the GoRSS will pay in accordance with the payment procedures in Article 5 of the Original Agreement on Oil and Related Economic Matters on the basis of a rate of fifteen United States Dollars per barrel (USD 15.00/bbl). However,

Page 1 of 2

If the actual sale price of Nile Blend or Dar Blend Crude Oil FOB Port Sudan in any month ranges from USD 20 to USD 30 per barrel then GoRSS shall pay USD 6 per barrel;

If the actual sale price of Nile Blend or Dar Blend Crude Oil FOB Port Sudan in any month is more than USD 30 and up to USD 40 per barrel then GoRSS shall pay USD 9 per barrel;

If the actual sales price of Nile Blend or Dar Blend Crude Oil FOB Port Sudan in any month is more than USD 40 and up to USD 50 per barrel then GoRSS shall pay USD 10.50 per barrel;

If the actual sales price of Nile Blend or Dar Blend FOB Port Sudan in any month is more than USD 50 per barrel, then GoRSS shall pay USD 15 per barrel;

Annex XXVII: Press Statement by H.E. President Salva Kiir, 28 March 2022**REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
The President****PRESS STATEMENT**

Delivered at Government Secretariat Juba, South Sudan - 28/03/2022

Ladies and gentlemen of the Press

Good afternoon:

I come before you today to affirm my government commitment to peace in our country. In many of my public remarks, I have pledged that I would not deliberately return this country to war and I remain committed to this pledge.

That said, there are challenges we need to confront honestly as a people along with our partners to maintain total peace and bring prosperity to our people.

One challenge that has paralysed our progress is the negative narrative cultivated during the war about the Government. This same negative narrative has depicted many senior government officials in bad light. For those who followed events in our country, they know that this narrative has external dimension, but it is mostly rooted in our internal political competition, which was and still driven by personal ambition that does not factor the best interest of the country into consideration.

We are all aware that in the period between 2013 and 2016, many atrocities were committed by both sides in the war. These unfortunate events were investigated by eminent personalities like President Obasanjo who submitted his report to the African Union. His report found allegations of war crimes and crimes against humanity. Within the country, Justice John Wol Makech and his team also

The President

investigated this dark chapter in our country and came up with the report that contradicted some of President Obasanjo's findings.

Not only that, this situation inflamed by several individuals wrote books on the issue of atrocities committed during the war in our country. While we cannot entirely deny that crimes were committed to some extent, majority of the books in circulation today contain unreliable information that we know is being used when discussing South Sudan.

Ladies and Gentleman of the Press,

I am aware of the fact that for our country to move forward, we as the people must confront what took place during the war by telling the truth about it. That is the reason why I directed the Ministry of Justice and Constitutional Affairs in my New Year's address to establish the Commission for Truth, Reconciliation and Healing as stipulated in the Revitalized Peace Agreement. The establishment of Truth and Reconciliation is also demanded by our National Human Rights Commission.

The objective of this Truth and Reconciliation Commission is to receive and document complains and eyewitness reports of the victims of the tragic events in both 2013 and 2016.

Personally, it is in my best interest for the people of South Sudan, especially the victims, to know exactly what took place during those two unfortunate events. Having said this, I would like to state that we are aware of, and acknowledge the views of those who see the establishment of Hybrid Court for South Sudan as the priority. However, we also strongly believe prioritizing punitive justice will take away from the goal of reconciliation, which is what is needed the most in our country.

Ladies and Gentlemen of the Press,

The President

The Government do not deny, minimize or shy away from prosecuting those who committed crimes. We have demonstrated this through our actions. We have prosecuted people and imposed considerable prison sentences to those who were found guilty, including our own soldiers.

I am also mindful that what we have done and the position we have taken on issues related to human rights violations are not shared by some of our partners. At times, this creates a situation where our views are misrepresented in the reports compiled by them. This situation cannot serve the interest of the victims who suffer the atrocities, if any, it politicizes their victimhood. For us as the Government, we believe that more can be achieved if we can work collectively with our partners to strengthen the capacity of our institutions. We do not believe that it is helpful for each party to work independently.

Providing capacity building and technical assistance locally in areas related to human rights protection for example, can go a long way in improving the situation. This path can deliver more results than the current reports written independently by our partners and circulated internationally with the sole goal of applying pressure on the Government. The Government is open to genuine partnership that addresses real challenges, but it equally objects to any attempt to undermine its work by those who choose to operate outside established institutions.

With all we are going through, real cooperation with our partners is an ideal path for us. For instance, we are faced with prevailing insecurity in certain parts of the country, driven mostly by cattle-rustling, inter-communal violence, flooding, food security issues induced by climate change. These are areas where we can collaborate to achieve desired results for the people. We also need this real partnership in the implementation of the Revitalized Peace Agreement, which we are committed to implement despite the challenges we face.

Ladies and gentleman of the press,

3

The President

The Revitalized Peace Agreement we are implementing is an ambitious document. This fact is often discounted by those who think it should be implemented overnight. The full implementation of this agreement cannot be done without having a sustained dialogue among the parties. In the process of dialogue, we as parties to the agreement at times hit minor bumps on the road.

In light of this, I would like our people to consider the recent SPLM-IO Political Bureau Resolution that came out from its meeting held on 11-14 of March 2022, and other communications they have shared with the public as part sustained dialogue I just mentioned. These kinds of conflicting positions are expected in the implementation of a complex Agreement like ours. To ensure that no one panics from these, I am assuring you that the implementation of the Revitalized Peace Agreement is on track. We all consider this Agreement as the path to our stability and I am committed to working with our partners to implement it.

For the implementation of the Revitalized Peace Agreement to be genuine, we need transparency on the root causes of the conflict. It is for this reason that I am directing the National Security Service and its partner, the BRL Law Firm to declassify all information about the conflict's genesis in their possession (intercepts, audios and personal accounts).

This is very important so that the people of South Sudan know the truth and judge for themselves from the position of this knowledge. We must say the truth, because genuine reconciliation has its basis on it. This will also support the process of healing in our country.

Having said that, I need to state clearly that those who may be implicated by the declassified information that is going to be released are guaranteed presidential

The President

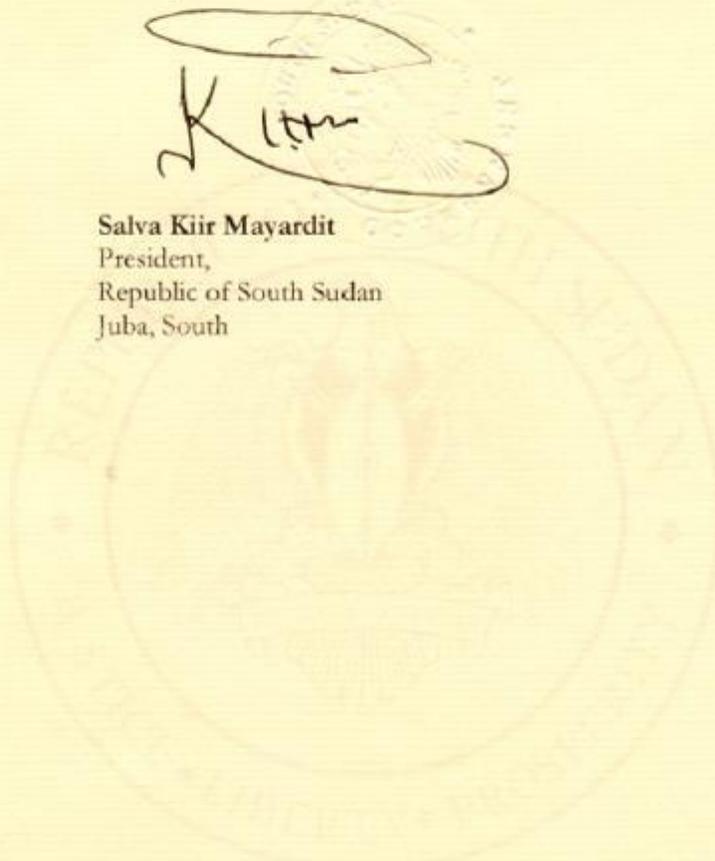
pardon. So, there is no cause for alarm over this. All we are interested in is for the public to know the truth about the background of the conflict in our country.

I hope after the release of this information, we can all move forward with permanent peace building that will create harmony and prosperity in our country. Thank you, ladies and gentlemen of the press.

I am going to take 2 or 3 questions before we end this session.



Salva Kiir Mayardit
President,
Republic of South Sudan
Juba, South



Annex XXVIII: Companies known to have purchased cargoes of South Sudanese crude oil

Source: Marketing Reports produced by the Ministry of Petroleum of the Republic of South Sudan; correspondence with trading companies; and other confidential documents

		shutdown/no data									
	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22 (partial)
China Oil	15		9	3	2						
Unipecc	15		19	39	8				1		
Vitol	8		5	3					1		
PetroNile	4										
Arcadia	1		3								
Tri-Ocean	1										
Glencore			5	3	2			7			
Trafigura			4	5	6	8	3		1		
Zhenhua Oil			1								
Petrodiamond				1							
Sahara Energy								7	5		3
BB Energy							3	2	4	8	2
Litasco									4		1
Addax					2	4			1	1	4
NASDEC									2	1	
Trinity									8	2	1
EuroAmerican										2	
Pacific Petroleum											1

Annex XXIX: Response of Angelo Davido (via interpreter) to Panel, further to allegations in paragraphs 52

**Tambura County
Western Equatoria State
South Sudan**

22nd March 2022

To: David Biggs
Senior Committee Secretary,
Security Council Committee Established
Pursuant to resolution 2206 (2015)
Concerning South Sudan

From: Angelo Davido
The former Head of armed youth formed to
Protect community from forces loyal to Paramount chief and
James Nando

Introduction

Angelo Davido is my name and I am hailed from Azande Community, I am a farmer and a former member of the Arrow boy vigilante group that was formed in 2007 to protect our community from LRA atrocities. Since the defeat of the LRA, I have been engaged in farming, hunting, and honey harvesting to earn living. In January 2020, Tambura Paramount Chief and the current Tambura County Commissioner Hon Mathew Mabenge convened a meeting at the paramount chief house I was in attendance of the meeting. The agenda was to form an armed group made up of brave Azande youth with the intention to mobilize resources through robbery to strengthen the capacity of the Azande community and to one day drive out the Balanda ethnic group from Western Equatoria State.

When I refused to be part of the project citing how Azande and Balanda have lived for many years and have intermarried, they started to target me and my family and subsequently my house was attacked twice between April 2021 to July 2021, they killed my son, my goats and shop looted, they destroyed my honey stored in a drums, burnt down my houses as well as of those close to me, all these happened when I was for a hunting and honey harvest mission. When I came from hunting expedition, I mobilized the youth in Sanakpuro Boma and the affected Bomas like Bazande, Bangaru, and Nabiana to protect the community from the aggressive actions of the armed youth loyal to Tambura Paramount Chief and Nando forces.



The conflict in Tambura is caused by the Avungara Azande ruling clan who are the minority but very influential as they control all affairs of Tambura County. My refusal to support their ideas as well as other sections of the Azande community being marginalized by the Avungara loyal clan precipitated the conflict targeting those of us who refused to be part of their project. So, this is how I became the leader of the armed youth and we only engaged in fighting with the forces of Nando and Paramount chief and never targeted civilians. Nando and Paramount chief forces were in civilian dresses and those who lost their lives were seen and counted as civilians, meanwhile, all civilians were displaced before the various attacks and were all hosted at Ministerial Complex, UNMISS camp, St. Mary Catholic Church, and Tambura SSPDF Barracks as well as those we sheltered at our base in Nabiama.

Responses to the enquiry demanded

	Enquiry	Response
1	An attack and burning of the house of an Azande chief in Tambura in July 2021	On the 17 th July 2021, the armed youth loyal to Tambura Paramount Chief, Mr. Mboribamu Baabe Renzi and James Nando attacked Sanakpuro Boma for the second time. Sanakpuro Boma is where, I am hailed from. After the attackers burnt down houses, looted food items and destroyed civilians source of livelihood before they fled the scene, I decided to mobilize youth in the area to persuade the attackers, only to find that the attackers camped at the paramount chief palace with the looted items they looted from Sanakpuro Boma, upon seeing us they immediately begun to exchange fire and the withdrew and ran in disarray from the Paramount chief house. The angry youth started to burn down grass thatched houses on the compound of the Paramount Chief
2	Fighting, on 6 September 2021 near the Ministerial Complex in Tambura, which lead to at least 18 civilian deaths and significant displacement	The fighting near Ministerial Complex in Tambura was an attack on joint forces of Maj Gen James Nando and the armed youth loyal to Tambura Paramount Chief Mr. Mboribamu Baabe Renzi who



		<p>camped at Renzi Primary School and Nando with his deputy Brigadier Justin Binzei were staying at Jemma Nunu's house. The reported 18 civilians to have been killed in the attack is untrue. The Attack was as the result of Nando and paramount chief forces targeted burning of houses and killing of civilians based on their ethnic background on the 2nd and 4th of September at Sananguse and Zangia respectively. Those killed in the fighting near Ministerial Complex were members from the forces of Nando and Paramount Chief not civilians. Civilians were hosted in the Ministerial Complex which was well secured with fence and those killed from that fighting from both sides were killed outside the fence. All our forces that engaged in Tambura violent conflict were in civilian clothes.</p>
3	<p>Fighting, on 21 September 2021, with forces under the command of SSPDF General James Nando, leading to at least five civilian casualties</p>	<p>The fighting that occurred on the 21st September 2021 was the last fighting between our armed youth and the joint forces of Nando and paramount chief, on that day Nando forces went to Andaya Bundu residential areas and begun to demolish houses and vandalize people's property based on their ethnic background and affiliation to Balanda ethnic group as well as targeting civilians in the IDPs camp based on their ethnic background. This act compelled us to engage them to cease from destroying peoples' property. It is not true that some civilians were killed, those who were displaced prior to the violent confrontations were living in the IDPs camp unless the said civilians left the IDPs camp and joined the Nando and</p>



		Paramount Chief forces to fight them since all of us fighting were all in civilians' clothes
4	<p>The rape and killing of a young girl, by forces under your command, on 17 June 2021 in Source Yubu</p>	<p>The alleged raping and killing of a young girl by the armed youth loyal to me is untrue. On the 17th June 2021, the joint armed youth loyal to Nando and Paramount Chief left their base from Source Yubu with an intention to go to attack Namutina the SPLA-iD base, reaching Bangaru and Naita Bomas they started to burn down civilians houses and property and looting goats and chickens. On their way back, they fell in our ambush where they incur losses and were scattered, those who proceeded to Source Yubu begun to burn houses indiscriminately, raping, looting and shoot anyone they would see on the road. The armed youth I commanded never targeted civilians based on their ethnic background unlike Nando and Paramount Chief forces that could not spare any Balanda and their associates as well as some of Azande who did not support the fight. I am hailed from Azande community and many Azande and Balanda took shelter in my area Nabiama and were being protected by my armed youth. The armed youth under my command never targeted civilians at all and were from both Balanda and Azande who do not support the idea by the Avungara of driving out the Balanda from Tambura.</p>

Angelo Davido 
Tambura County
Western Equatoria State - South Sudan

Annex XXX: Response of Patrick Zamoi to Panel, further to allegations in paragraph 50

Date: 5th April, 2022

Coordinator Michael Gibb
Panel of Expert on South Sudan
Extended pursuant to Security Council resolution 2577 (2021)

Dear Coordinator,

Reference is made to your letter dated 23rd/ March, 2022 with Reference: S/AC.57/2022/PE/OC.27 highlighting about Resolution 2428 (2018) and most recently renewed by resolution 2577 (2021) mandating the Panel to report on the conflict in South Sudan, including by providing information on individuals "responsible for or complicit in, or have engaged in, directly or indirectly, actions or policies that threaten the peace, security or stability of South Sudan" or "have the purpose or effect of expanding or extending the conflict in South Sudan." Hence recommending, I confirm and clarify the circumstances of allegations surrounding my name mentioned in the report of Panel of Experts on South Sudan.

I Patrick Raphael Zamoi was the First Governor appointed to establish an infant Western Equatoria State during the time of the CPA (comprehensive Peace Agreement) of 2005 to 2006, and was appointed in 2015 as Governor of WES before States were split into 28 giving birth to Gbudue State where I also served as the first Governor and eventually came the creation of Tambura State where I was assigned to establish the infant State from scratch before the dissolution and reverting back to 10 States in the early 2020s; I governed within the principle of inclusivity, humanity and respect for the rights of the people of the State in general and did my best to prevent bombardments of citizens.

First and foremost, allow me the latitude to register my appreciations to you the UN Coordinator and your Panel of Experts for invoking the renowned doctrine of Common Law referred to as 'Natural Justice' that emphasizes the principle of fair hearing which I believe aligns with the mandate of the Panel to reach out to the persons alleged to be a party to crimes committed. Right to a Fair Hearing is one of the fundamental rights that are guaranteed by the principles of natural justice, as enshrined in the various UN Conventions and Bill of Rights pertinent to Human Rights. I applaud you and your team of Panel of Experts for this noble gesture of reaching out to me for clarity.

Reading Paragraph four (4) of your letter which puts in the context that *'interviews conducted by the Panel and documents obtained by the Panel indicate that I in the capacity of former Governor of defunct Tambura State played a prominent role in the organized violence and abuses that took place in Tambura since June 2021,'* without making available such documents and the so called interviews conducted is a mockery to good conscience that the Panel of Experts reduced their noble principle of neutrality and engaged itself into buying transactional propaganda peddled by the very curtails whose hands are not clean. Prior to receiving this letter; I was already aware through last year's press briefing by the current Governor of WES, his press secretary and his then Minister of Information-WES to media houses to South Sudan Broadcasting Corporation where the Governor made it categorical that the incoming UN Panel report had settled down on five Azande culprits namely; Jemma Nunu Kumba, Tambura current Commissioner, Tambura Paramount Chief, James Nando and myself, and insinuating clearly that the first phased letters shall be directed to three



individual Azande namely Jemma Nunu Kumba, Tambura Paramount Chief and myself Patrick Raphael Zamoi. So the question lingering in one's mind is *"Is it the Panel of Experts who write press briefing for the State Governor, his press secretary and then Minister of Information while the Governor writes a report for the Panel of Experts?"* On observing the report of the Panel of Experts on South Sudan conflict and the usual press briefing of the current Governor; there is no difference and on the contrary the two are consistently similar and this raises the question of impartiality on the part of the Panel as the Mischief of bias is clearly demonstrated, and this therefore; entails that the Panel of Experts obtained its report more probably from UNMISS who favors the SPLM-IO as was reported by the British lawyer STEVEN KAY, QC on the evidence of 2013 attempted coup during his press conference in Juba on 1st April 2022. UNMISS has never been impartial in the conflict of South Sudan and this without doubt include the unfortunate events that occurred and continue to occur in Tambura where UNMISS one time back decided unilaterally to withdraw its protection forces from Mabilia and Ezo leaving the ground open for SPLM IO to commit the atrocities in Tambura.

Allow me to remind the Panel of Experts on South Sudan that in February 2020, the President of the Republic of South Sudan reverted 32 defunct States back to the original 10 States and recalled all 32 Governors with me inclusive; and this gesture was done in the spirit of implementing the revitalized peace agreement of 2018, ever since that time I have not had any assignment. Tambura was plunged into turmoil in June 2021 during the regime of IO Governor who should be held accountable not the other way round unless the Panel of Experts on South Sudan has taken side as clearly portrayed by the current Governor in his usual press briefing who happened to have full knowledge and knew the content of the report as early as last year before the report was released officially. How would the Panel of Experts' report categorize my involvement as prominent? This report is a syndicate of falsehood and conspiracy of propaganda choreographed by networks that are obvious against truce and justice. It sounds very unfortunate of the noble mandate of the UN Panel of Experts on South Sudan to believe in propaganda which in a good conscience view is clear sign of nurturing impunity and using propaganda as the basic foundation upon which the Panel's report evolve. I did not take direct, indirect or prominent part in the massacre that happened under a different regime who happens to be head of security at state level.

Paragraph five of your (5) letter used the term "alleged" as opposed to paragraph four which used the term "prominent" that on '13th April 2019, while I was the Governor of the defunct Tambura State, four Balanda men were killed on my order at my residence.' This grave allegation indicates that the Panel of Experts' on South Sudan unfortunately relied on Eye Radio as its' bases of developing credible and verifiable report instead of going beyond relying on the Eye Radio but the reverse which some of personnel in Panel of Experts' seem to be struggling to accept as fact is that there was an attempted assassination on my life in my own residence by a senior officer with the rank of a Colonel who entered with loaded AK47 and started shooting to my direction though my guards wanted to repulse this renegade Colonel, I made sure he wasn't shot at, UNMISS Officials came and took photographs of the aftermath bullet holes on the wall of my residence and subsequently this renegade Colonel was detained by the National Security service for interrogation; how does this reality get twisted with propaganda translating to killing four balanda men on my order at my residence? The Panel of Expert on South Sudan should have undertaken more research to enrich their report by probably conducting interviews with State established bodies such as the Criminal



Investigation Department (CID), National Security (NS) besides engaging the mobile high court Judge, inquiring with sobriety from this doubting agent UNMISS or even availing the soldier or soldiers to whom such orders were given for execution of the four Balanda men at my residence! There was no such a thing of ordering the killing of four Balanda men at my residence and that is a complete fallacy.

Additionally, there has never been civilian killed by Government forces in the defunct Tambura State during my tenure in office unless those trapped in confrontation with rebels, rebels activities in the outskirts of the defunct Tambura State became rampant that didn't give chance to the citizens who are predominantly farmers to carry out their routine agricultural farming activities and sometimes these rebels committed numerous abuses against the citizens such as rape, looting and killings, though as Government mandated to protect its citizens, before most of confrontation we used to call upon CTSAMM (Ceasefire and Transitional Security Arrangement Monitoring Mechanism) to pass messages to the rebels to evacuate and retreat to their bases; but when such calls were not adhered to by the rebels there were operational confrontations of the government forces and that of rebels that resulted into inflicting number of casualties on either sides, if the names mentioned in the letter were the victims of such confrontations, then the Panel of Expert on South Sudan were in hurry with the report it would have gone further to enrich and establish if indeed these persons whose names mentioned in the letter were civilians or rebels. On our side of Government, the Government force too had casualties but we didn't go on publishing names because we understand the rule of engagement in confrontational operations against enemies.

It's obvious that the Panel source of information is one sided and does not reflect any neutrality as demanded of it and has failed dismally to benefit from obtaining information from all sides because of bias and favoritism. The resolution establishing the UN Panel of Experts on South Sudan conflict was seen as a blessing to advancing the rights of two categories of victims therefore; the ones whose lives were/are unfortunately destroyed and those accused as a result of propaganda, an institution that was entirely conceived and founded on the basis of equality, neutrality shouldn't be seen relying and reproducing some of write-ups appearing in its report is that of political opponents' propaganda write ups once tabled before the National Dialogue Commission for scrutiny. Fiction and propaganda shouldn't be the material evidence in criminal or legal proceedings for accusation and selective persecution.



Hon. Patrick Raphael Zamoi
Former Governor

Cc: President of the Republic of South Sudan;
Cc: Ministry of Justice & Constitutional Affairs;
Cc: Chief of Staff -SSPDF

Annex XXXI: Response of Jemma Nunu Kumba to Panel, further to allegations in paragraph 54



Republic of South Sudan
Transitional National Legislative Assembly
Office of the Speaker

11th April, 2022

Mr. David Biggs
Senior Committee Secretary,
Security Council Committee Established Pursuant to Resolution
2206 (2015) Concerning South Sudan
United Nations Headquarters
New York, USA

Dear Mr. Biggs,

Subject: Response to the Questions from the Panel of Experts on South Sudan.

It is my utmost pleasure to write to you concerning your questions on the crises in Tombura, Western Equatoria State. I wish to express my gratitude to the Panel of Experts on South Sudan for having given me the opportunity to present my perspective in relation to the allegations. I believe in sustainable Peace and security in my beloved Country South Sudan since peace is a fundamental public good that can benefit both the ruled and the rulers. In light of this I believe it is in the interest of everyone that local communities should coexist in peaceful environment, for the country to prosper. As one of the leaders of the country, it is my responsibility to uphold the above statement.

Please find below my responses to your questions:

Question One.

I have no knowledge what so ever that Gen. James Nando was accommodated in any of my property in Tombura and I am hearing this for the first time. My house in Tombura was being taken care of by a lady who has been a caretaker of the house during my absence for the purposes of keeping it clean. On receipt of your letter, I reached out to the lady to establish the facts related to your questions. According to her "She has no recollection of accommodating Gen. James Nando in the property". She further stated that, "she fled the house for safety in the UN Protection Camp in late August 2021 when rival clashes intensified and the area became unsafe for her to live in". She returned only when the situation became calm. She also reported to me that, during the conflict period the whole area was deserted due to insecurity. All the reports from UNMISS, JDB, IGAD, Faith based group confirmed that Gen. James Nando stayed with his forces at Renzi Primary School. I have also reached out to Gen. James Nando to conform this allegation but he said he never stayed in my house.

Question Two.

In regards to the details about the nature of the alleged meetings that took place in my property between Gen. James Nando, Commissioner Mathew Mabenge and Chief Mboribamu Baabe Renzi, I wish to inform the panel that, the last time I was in Tombura was in June, 2021 when I headed a high level delegation to Tombura as directed by the President to attain to the conflict with the aim of resolving the problem. Therefore, I am not aware of such meetings or its nature. Again, the care taker of my property has further reported that, 'Gen. James Nando, Commissioner Mabenge and Chief Mboribamu never held any meeting in the house. Since she has been in control of the property and that the area was deserted.

Question Three:

In terms of the alleged material and financial support to a group called Community Patriotic Front, this has come to me as a real surprise. I have no knowledge of such group of its existence. Therefore, I have not supported such group in any form.

Note:

Please allow me to express my concerns and views on these serious allegations in the report associating me with incitement and financial supports to the group of Community Patriotic Front. I have taken these allegations seriously and would wish to understand more how these were associated with my personality. I am always known in the country as Peace loving leader, and this has taken not only me but the country by surprise. Please note that, I was once a governor of Western Equatoria State and during my tenure as state governor, the communities coexisted peacefully. I feel this issue is a witch-hunt and politically motivated with the aim to tarnish my image and reputation as one of the few female leaders at the apex of the leadership of the Country. I also know very well that, my society as well as the global community is highly patriarchal, hence the related chauvinistic attitude will always come to play against any woman who rises to power as this poses great challenge to the male folks. So I am not surprised such concocted allegations are labeled against me.

Incitement by nature refers to an act that encourages another person or group to commit a criminal offence, which could be through hate speeches advocating for violence. I would be pleased if the Security Council Panel of Experts would present some incidences that I have been quoted inciting a group against another one particularly in the case of Tombura to substantiate these malicious claims.

I take these allegations very seriously because they are meant to tarnish my reputation as a female leader in the Country and coerce me into submission. And I also believe the principle of Access to Justice does not segregate but is a right for all. So, I wonder why these allegations were not shared with me to hear my reactions to them or not shared with the national government before they were presented to the Security Council. It is also interesting to note that, the report is partly base on the public statement made by the governor without considering that, the Governor Alfred Futuyo of Western Equatoria himself is a Balanda and an SPLM-IO whose impartiality in the conflict is questionable. Hence, the credibility of the report is also questionable.

In view of this, I request that, members of the Security Council Panel of Experts on South Sudan could consider a face to face meeting with me so to have more

clarifications on those claims in order that all of us including the public at large have a better understanding of the claims.

In conclusion, I urge the, the Panel of Experts to carry out their work with utmost honesty and impartiality. This is for the best interest of the Country and for the reputation of the Security Council. Once again, I am grateful to have this communication with the Security Council Panel of Experts on South Sudan and I look forward to more engagement with the Panel whenever need arises.

Thank you and please accept the assurance of my highest regards



Right Honorable Jemina Nunu Kumba
Speaker,
Transitional National Legislative Assembly
Republic of South Sudan, Juba

Cc: President-Republic of South Sudan
Cc: Minister of Justice & Constitutional Affairs
Cc: File